

p. B. A. 0.13

CONFERENCE DES AMBASSADEURS

(3-4 septembre 1964)

Procès-verbal

I N D E X

des interventions des participants à la Conférence

<u>Noms</u> :	<u>Pages</u> :
Ambassadeur Bernoulli	15b, 15
Minister Bindschedler	9/10
Ambassadeur Dominicé	26/27, 38/39/40
Ambassadeur Dupont	12, 23/24
Botschafter von Fischer	7, 12/13, 29/30
Ambassadeur Fumasoli	28/29
Botschafter von Graffenried	17/18/19/20
Dr. Janner	49
Minister Jolles	60/61
Botschafter Hans Keller	13, 47/48
Ambassadeur René Keller	16b/17, 36/37/38
Botschafter Koch	49
Dr. Lindt	58/59
Ambassadeur Marcuard	24/25, 56/57
Ambassadeur Maurice	1/2, 51/52/53/54
Ambassadeur Merminod	46
Ambassadeur Micheli	34, 40, 46, 50
Ambassadeur Parodi	11, 47, 50
Ambassadeur Rossat	12
Professeur de Salis	30/31/32/33
Bundesrat Schaffner	4/5, 13/14
Ambassadeur Soldati	2/3, 20/21, 34/35/36
Botschafter Stadelhofer	27/28, 55/56
Botschafter Stroehlin	54/55
Botschafter Thalmann	4, 43/44
Botschafter Troendle	22/23, 48/49
Botschafter Turrettini	51
Bundesrat Wahlen	6, 8, 15a/15b
Ambassadeur Wurth	44/45
Botschafter Zehnder	1, 2, 7/8, 16a,b, 41/42/43, 57/58
Ambassadeur Zutter	3/4, 21/22, 40/41

Jeudi, 3 septembre 1964

8.30.h - Discours d'ouverture de M.le Conseiller fédéral Wahlen

(Le texte de ce discours se trouve en annexe de la circulaire de la Division des Affaires administratives du 14 octobre 1964)

- Exposé de M.le Conseiller fédéral Wahlen sur des questions de politique intérieure.

(Les passages de cet exposé reproduits avec la permission du Chef du Département se trouvent en annexe de la circulaire de la Division des Affaires administratives du 14 octobre 1964)

BOTSCHAFTER ZEHNDER

Herr Bundesrat, es ist wahrscheinlich das letzte Mal, das ich bezeichnet werde, Ihnen für Ihr Referat zu danken. Ich glaube, ich drücke die Meinung meiner Kollegen aus, indem ich sage, es hat uns tief bewegt, ein innenpolitisches Referat zu hören. Aussenpolitische Referate beunruhigen uns weniger, weil wir immer noch in einem gewissen Sinne ein wenig unsere Weisheit mithören. Bei einem innenpolitischen Referat sind wir lediglich Zuhörer.

Ich befürchte, Herr Bundesrat, dass Ihnen in der Diskussion unendlich viele Fragen gestellt werden, aber ich hoffe, dass wir gleichzeitig auch einen Beitrag dazu leisten können.

AMBASSADEUR MAURICE

Les tendances inflationnistes qui sont apparues au cours de ces années en Suisse ne semblent pas constituer un phénomène spécifiquement helvétique, car nous pouvons constater que la plupart des pays de l'Europe occidentale ont suivi une courbe à peu près analogue avec plus ou moins de décalage selon les uns ou les autres. Or, pendant très longtemps, la doctrine de la nouvelle Europe et de la Suisse en particulier a été que le meilleur moyen de lutter contre la pénétration des idées communistes dans la partie libre de notre continent et dans le monde en général consistait à élever le niveau de vie des masses. Je crois qu'il est incontestable que ce qui s'est

passé en Europe depuis le réveil économique des années cinquante a contribué largement à élever le niveau de vie des masses européennes et je me demande si la "surchauffe" doit être considérée comme un phénomène purement négatif ou si on ne peut pas y trouver quelques côtés positifs. La question est de savoir en somme à quel moment il convient de freiner une situation qui se développe d'une manière de plus en plus favorable sur le plan économique.

Ma conclusion est simplement de vous demander, Monsieur le Conseiller fédéral, quel est votre avis sur des mesures qui, poussées jusqu'à une limite qui n'est pas encore très connue, risqueraient de provoquer un retour en arrière et une diminution trop considérable du pouvoir d'achat des populations intéressées en créant ainsi à nouveau un certain mécontentement politique.

BOTSCHAFT R ZEHNDER

Ich glaube, dass das klassische Mittel zur Bekämpfung der Inflation die Erhöhung des Diskontsatzes ist. Ich würde gerne wissen, warum zu diesem Mittel nicht in stärkerem Masse gegriffen worden ist.

AMBASSADEUR SOLDATI

Nous avons tous été très impressionnés par votre exposé qui a mis à jour des problèmes de structure préoccupants et nous a montré l'étendue de l'atmosphère passionnelle qui se manifeste dans la vie politique de notre pays.

Mais le mal n'est qu'une conception qui vit de proportions et notre mal aussi gagne en réalisme à être mesuré avec les conditions qui règnent dans les autres pays. Or, dans la capitale où je suis, la présence des deux grandes organisations internationales que sont l'OCDE et l'OTAN permet de se faire un tableau assez précis des problèmes qui préoccupent les pays membres. Je vous assure qu'il s'agit là de phénomènes bien plus graves et bien plus angoissants qui vont, dans certains cas, jusqu'à constituer un danger pour les Etats et pour leurs institutions politiques. Autre différence, ces pays sont moins bien préparés que le nôtre à affronter les questions

- 3 -

de tout ordre (problèmes de minorités, stabilisation des prix, défense nationale ...) qui se posent à eux.

Ce qui est général et qui est importé chez nous, car l'intégration se fait un peu dans tous les domaines et non seulement dans l'économie, c'est un durcissement du climat et du dialogue politiques. Des méthodes qu'on croyait être l'apanage de certains films d'aventures et de gangsters sont fort appréciées par les nouvelles générations et ont été adoptées par la vie politique. Nous n'étions pas habitués à ce phénomène, nous sommes les derniers à entrer dans ce cycle infernal, mais c'est la loi du siècle, nous devons y passer aussi.

Mais, même si certains maux de notre temps ne nous sont pas entièrement épargnés, je crois que nous sommes mieux vaccinés contre leurs conséquences que bien d'autres pays.

#### AMBASSADEUR ZUTTER

Pour enchaîner à ce que vient de dire mon collègue, je crois que nous vivons dans un monde où la Suisse fait figure de pays bienheureux. Lorsque l'on a vu, par exemple en Italie, les événements qui se sont produits au moment de la sépulture de Togliatti et de la maladie du Président Segni, les parades des militants communistes et la brigade qui serpente autour du siège de la présidence, on s'aperçoit que, chez nos voisins immédiats, il y a des dangers qui dépassent énormément tous ceux qui nous menacent actuellement.

Les questions que vous avez évoquées nous ont cependant beaucoup impressionnés et je crois que, puisque nous avons l'avantage de pouvoir cerner les problèmes, nous devons tout mettre en oeuvre pour améliorer la situation de notre pays. Je voudrais à ce propos dire deux mots de l'exposé que vous avez fait sur la suppression des articles constitutionnels, reliquats d'un passé entièrement révolu.

En ce qui concerne la réaction du Vatican, il est certain que cette suppression sera accueillie avec soulagement. Toutefois, jusqu'à ce qu'elle se produise, le Saint-Siège ne prendra aucune initiative et ne fera pas même une allusion à ce propos. Le Vatican, en effet, attend toujours. Ainsi, même si la Suisse n'avait jamais l'intention

- 4 -

d'installer une ambassade ou une mission diplomatique au Vatican, jamais le Saint-Siège n'en ferait la demande.

Cependant, j'ai eu l'occasion, surtout en raison de l'esprit qui s'est créé à la suite des deux premières phases du Concile oecuménique, d'avoir des échanges de vue personnels avec de nombreux religieux suisses, aussi bien catholiques que protestants. J'ai pu voir la prévenance et l'enthousiasme des uns et des autres à commenter les discussions sur le rapprochement des églises: de ce côté-là, je suis persuadé que la suppression de ces articles sera accueillie avec une grande joie.

D'autre part, il ne faut pas oublier que nous avons plusieurs religieux et hauts prélats suisses à la Curie. Je les connais et, bien qu'il soit difficile d'obtenir des déclarations de leur part, j'ai pu me rendre compte au cours de nos conversations que cette question les préoccupe énormément.

En conclusion, je suis persuadé que ce sera une excellente chose si nous pouvons écartier du panorama de nos préoccupations helvétiques cet inconvénient qui subsiste encore dans nos rapports interconfessionnels.

#### BOTSCHAFTER THALMANN

Ich möchte nur zu zwei Punkten etwas erwähnen:

Erstens: Die Aufhebung der Ausnahmeartikel der Bundesverfassung würde meine Aufgabe als schweizerischer Beobachter bei der UNO ganz gewaltig erleichtern.

Zweitens: Wie stark beurteilen Sie, Herr Bundesrat Wahlen, heute den linksextremistischen Einfluss auf die Schweizerjugend? Ich glaube, dass die Vertretung der kommunistischen Partei in der Bundesversammlung nicht unbedingt ein Masstab ist, nachdem die Jungen bekanntlich kaum mehr Mitglieder der politischen Parteien werden.

#### BUNDESRAT SCHAFFNER

Zur Frage von Herrn Maurice. - Wir haben natürlich dafür zu sorgen, dass wir nicht von einer übertriebenen Expansion plötzlich

in eine starke Kontraktion zurückfallen, in der sogar die vorhandenen produktiven Kräfte nicht mehr ausgenutzt würden. Von dieser Gefahr sind wir aber weit entfernt, da jedes Jahr die Konsumationszahlen um 15% steigen.

Die Gefahr liegt anderswo. Wenn wir wie bisher weiterfahren, und sofern sich unser Ertragsbilanzdefizit jährlich vergrössert, dann werden sich derartige Lücken bei der Finanzierung der wirtschaftlichen Bedürfnisse ergeben, dass es zu einer plötzlichen Kontraktion kommen wird. Je mehr wir den "boom" treiben lassen, desto grösser würde eines Tages der Rückschlag sein.

Zugegeben, im Verhältnis zu den anderen Ländern, die ihre Inflationsrate zu reduzieren versuchen, stehen wir relativ günstig da. Aber nehmen wir z.B. die EWG. Die EWG hat unter der zielbewussten Leitung von Marjolin eine sehr umfassende Bekämpfung der Inflation in die Wege geleitet. Sie geniesst dazu noch den Vorteil des grossen Marktes, den wir nicht haben und wird ausserdem bald in ihrem ausserordentlich grossen Konsumentenkreis die Zölle abgeschafft haben, während wir diese Zölle überschreiten müssen. Wenn wir aber die Inflation nicht tatkräftiger als die EWG bekämpfen, so können wir unseren Integrationskonflikt nicht durch eine Assoziation lösen. Bei aller Vorsicht, nicht in eine Deflation zu verfallen, müssen wir darum unbedingt dafür sorgen, dass wir wieder ein Schlusslicht am Teuerungszug werden, wenn wir durchkommen wollen.

Die Frage von Herrn Zehnder ist durchaus berechtigt. Die Diskontpolitik der Nationalbank ist nie eine gestaltende gewesen, sondern nur eine registrierende. Würden wir aber im voraus Diskontsatzerhöhungen vornehmen, dann gäbe es ein innenpolitisches Geschrei, der Bundesrat bzw. die Nationalbank würden angeklagt, die Kredite auf unerträgliche Weise verteuert zu haben.

Herr Soldati tröstet uns, dass die "proportion du mal" für uns relativ günstig sei. Das ist kein bedeutender Trost. Dass bei den anderen Staaten die Inflation noch mehr um sich greift, kann uns nicht davon entbinden, zu versuchen, unbedingt die Verhältnisse bei uns relativ besser und sicherer zu gestalten. Wir müssen unsere Konkurrenzfähigkeit aufrechterhalten, denn das allein gewährt politisch die Entscheidungsfreiheit und die Verhandlungsfreiheit.

BUNDESRAT WAHLEN

Herr Zutter hat auf die Reaktion des Vatikans hingewiesen, und ich möchte hier etwas sagen, das ich im Referat übergangen habe. Wenn es möglich wäre, auch von seiten des Vatikans ein gewisses Entgegenkommen zu finden, dann würde die innenpolitische Aufgabe ungeheuer erleichtert. Ich denke insbesondere an das Mischehen-Problem. Herr Zutter ist nicht akkreditiert beim Vatikan, aber er hat vielleicht Gelegenheit, ein Wort darüber fallen zu lassen. Es ist mir ferner bekannt, dass Holland eine Sonderlösung dieses Problems zugesprochen wurde. Ich weiss nicht genau, unter welchen Verhältnissen das geschehen ist, aber es würde mich interessieren, von Herrn Merminod über die Frage Bericht zu erhalten.

Zur Frage von Herrn Thalman. Sie ist nicht leicht zu beantworten. Ich habe mehrmals auf die verschiedenen Reaktionen der altemannischen und der französischen Schweiz zum Problem Kommunismus hingewiesen. Sie lassen sehen, dass jedenfalls mindestens ein Unterschied in der Beurteilung besteht. Maurice Zermatten hat den Standpunkt der französischen Schweiz sehr elegant formuliert:

"Nous aimons à jouer avec l'air et le feu; nous aimons à accueillir dans notre pensée, quitte à la condamner ensuite, la dernière floraison de toute philosophie. Notre disponibilité s'accorde mal d'un conservatisme dogmatique".

Ich glaube aber, dass diese Haltung zu weit getrieben wurde und dass ganz sicher in den intellektuellen Kreisen der Westschweiz eine gewisse Tendenz besteht, den Kommunismus nicht ernst genug zu nehmen und ihn als eine beliebige Weltanschauung zu betrachten. Was die Jugend betrifft, so wird sie natürlich durch ihre Lehrer beeinflusst.

Ich muss mich leider auf diese allgemeinen Bemerkungen beschränken, ohne irgendwelche Zahlenangaben machen zu können. Ich glaube aber, dass dieses Problem im Gespräch überwunden werden könnte.



BOTSCHAFTER VON FISCHER

Zum Thema der Mischehen kurz folgendes:

Ich habe vor einiger Zeit mit dem apostolischen Nunzius in London über dieses Problem gesprochen. Er glaubt, dass in England die Mischehen sehr zahlreich werden und sieht in der Regelung dieser Frage eines der besten Mittel zur Erhaltung des religiösen Friedens und der Verständigung zwischen den Kirchen. -

BOTSCHAFTER ZEHNDER

Es wird an mich in Amerika oft die Frage gestellt: "Wie weit wird die Schweiz in der Aufrüstung noch gehen?" Ich bin der Meinung, dass in einem kleinen Land wie der Schweiz einer Armee irgendwo Grenzen gesetzt sind. Ich befürchte, dass aus technischen Überlegungen, aus einer Art "déformation professionnelle", die Anforderungen, die in bezug auf militärische Bewaffnung an den Bundesrat gestellt werden, immer höher gehen. Die Anforderungen an eine Armee sind heute so unendlich gross geworden, dass ein kleines Land wie die Schweiz irgendwo Halt machen muss. Ich möchte nicht am Grundsatz der Neutralität und der bewaffneten Neutralität rütteln. Es scheint mir vor allem eine Frage des Masses zu sein. Im übrigen glaube ich heute an einen Kleinkrieg mit konventionellen Waffen überhaupt nicht mehr. Sobald solche Kriege gewisse Grenzen überschreiten, erfolgt die Intervention einer oder der beiden Grossmächte in gemeinsamer Einvernahme oder wegen der genau gleichen Reaktion.

Trotz dem etwas düsteren Bild, das Sie heute entworfen haben, ist es im Vergleich mit anderen Ländern doch so, dass unsere politischen Verhältnisse stabiler sind als irgendwo in der Welt. Wir haben auch trotz Inflation sehr stabile wirtschaftliche Verhältnisse. Es ist eine Uebergangsphase, die wir durchmachen, aber ich glaube, wenn der Gesamtbundesrat einmal ein Vertrauensvotum vom Schweizervolk verlangen würde, er dieses immer noch ohne weiteres erhalten würde, auch wenn der Redaktor einer unserer grossen Zeitungen schreibt, dass mangels Opposition im Bundesrat die Presse diese Funktion übernehmen müsse. Ich habe aber das Gefühl, dass der zitier-

te Redaktor recht hat, wenn er sagt, dass von dem Moment an, wo es in der Schweiz eine Koalitionsregierung gab, der Durchschnittsbürger das Empfinden bekam, im Parlament herrsche eine gewisse Passivität in bezug auf die grossen Probleme, die heute die Welt beschäftigen.

Was die Frage der Institutionen betrifft, die Sie selber aufgeworfen haben, versuche ich in meinen Vorträgen in den Vereinigten Staaten immer wieder zu erklären, weshalb sich die Schweiz nicht mit offenen Armen in den Gemeinsamen Markt stürzen kann, nämlich wegen unserer Institutionen. Diese haben sich bewährt und wir werden an ihnen festhalten, auch wenn es für uns manchmal, ja sogar in der Regel, viel schwerer ist, gerade wegen ihnen zu einer Lösung zu kommen und einen annehmbaren Kompromiss zu finden.

Schliesslich noch die Frage der Erhöhung der Zahl der Bundesräte. Ich habe innerlich Stellung gegen die Erhöhung der Zahl bezogen, weil ich gesehen habe, wie gut der Kompromiss innerhalb eines Departements und auf der Abteilungsebene gefunden werden kann. Ich bin aber sehr für die Institution eines Staatssekretärs und zwar mit ganz bestimmter Kompetenzverteilung zwischen Bundesrat und Staatssekretär. Ich habe anlässlich meines zehnjährigen Aufenthaltes in Bern gesehen, dass wir die Verwaltung und den Bundesrat abgeplagt haben mit Fragen, die wir ohne weiteres selber hätten regeln können, wenn wir die Kompetenzen gehabt hätten. Mir scheint, die wirkliche Entlastung könnte von dieser Seite kommen.

#### BUNDESRAT WAHLEN

Zur ersten Frage: Bewaffnete Neutralität, Grenzen der Bewaffnungsmöglichkeit, Perfektionismus. Ein Grossteil des Unglücks beim Mirage war der Perfektionismus der Verwaltung: man wollte alles auf einmal, eine unbegrenzte Polyvalenz haben. Ich darf aber die Beantwortung dieser Frage an meinen Rechtsberater, Herrn Dr. Bindschedler, weitergeben.

Was die Opposition betrifft, so gehe ich nicht mit Herrn Zehnder einig. Es ist nun einmal im Wesen des schweizerischen Bundesstaates, eine Koalitionsregierung zu haben. Sie ist aus den

Vertretern der nationalen Parteien zusammengesetzt, und ich halte es für richtig, dass auch die Sozialdemokraten vertreten sind. Eine ständige Opposition der gleichen Partei wäre höchst ungesund. Das System ist gut. Es hat zur Folge, dass die Opposition im Parlament nicht nach Gruppen, sondern von Fall zu Fall durch den gesunden Menschenverstand der Einzelnen gebildet wird. Wir haben ja auch keinen Fraktionszwang, also stimmt jeder nach seinem Gewissen gouvernemental oder oppositionell. Wie lebhaft das spielt, hängt vom Temperament des Parlamentes ab. Wenn die Presse findet, dass sie die Opposition erzeugen muss, dann wird eben das Volk nicht mehr richtig orientiert, dann hört das Volk nurmehr die Oppositionsstimme. Die Stimme der verantwortlichen Regierung würde damit unterdrückt und so finde ich diese, wahrscheinlich etwas verunglückte Erklärung sehr unzeitgemäss.

Ich bin völlig einverstanden mit den schweizerischen Institutionen. Sie sind gut. Ich verweise auch hier auf den Text meines Vortrages in Lausanne. Ich habe sie in vollem Umfang bejaht, aber die Notwendigkeit unterstrichen, dass sie im einzelnen den neuen Verhältnissen angepasst werden müssen.

#### MINISTER BINDSCHEDLER

Es ist schwierig, in ein paar Sätzen auf derart komplexe Fragen der Landesverteidigung zu antworten. Ich könnte vielleicht in drei Punkten das Wichtigste hervorheben.

- 1) Meines Erachtens ist es für einen neutralen Kleinstaat eine Notwendigkeit, mehr zu tun als das Minimum, das das Neutralitätsrecht und eine restriktive Neutralitätspolitik erfordern.

Je grösser die Anstrengungen auf militärischem Gebiete sind, desto grösser wird die abschreckende Wirkung auf einen potentiellen Neutralitätsverletzer und vor allem der Zeitbedarf, den ein Angreifer einrechnen muss. Je grösser der Zeitbedarf, um die Schweiz zu besetzen ist, desto grösser ist das mit der Ausweitung des Konfliktes verbundene Risiko und damit die Chance, dass überhaupt nichts geschieht.

2) Die Erfahrung beweist, dass auch lokale Kriege heute vorkommen können und von den grossen Mächten geduldet werden. Machtpolitisch ist aber eine Verwicklung der Schweiz in einen Konflikt nur in grösserem Rahmen denkbar. Daraus ergibt sich, dass wir die erforderliche Stärke brauchen, um einen Gegner, da er andernorts so beschäftigt ist, dass er nicht sein ganzes Schwergewicht auf die Schweiz richten kann, zuerst abschrecken zu können und zudem für den Fall, dass es trotzdem zu einem Angriff kommt, diesen abwehren zu können. Diese Ueberlegung hat schon während des letzten Krieges gespielt. Die deutsche Wehrmacht war zwar der schweizer Armee weit überlegen, trotzdem hat sich aber die relative Gewichtsverteilung so ausgewirkt, dass das Dritte Reich nie die nötige Macht konzentrieren konnte, um eine "Aktion Schweiz" durchzuführen.

3) Wie soll ein Kleinstaat seine Armee ausrüsten ?

Eine Armee ist in erster Linie durch die technischen und materiellen Bedingungen gezeichnet. Sie beruht heute auf einem Zusammenspiel der verschiedenen Waffengattungen und braucht nicht nur Fussoldaten, sondern auch Artillerie, Panzer und Flugzeuge. Wenn man einen dieser Faktoren abstreift, dann hat man keine wirkungsvolle Armee mehr. Wir müssen deshalb über eine gewisse Anzahl dieser Kriegsmittel verfügen, vor allem was die Flugzeuge betrifft.

Man kann auch die Armee nicht in kleine Detachements aufteilen, die Kleinkrieg führen, weil dann der Bundesrat als Regierung überhaupt keinen Einfluss mehr auf den Gang der Dinge und auch keine Machtmittel mehr in der Hand haben würde, um sie in Verhandlungen mit allfälligen Bundesgenossen einsetzen zu können.

- Exposé de M. le Conseiller fédéral Schaffner  
sur des questions économiques.

(Le texte de cet exposé se trouve en  
annexe de la circulaire de la Division des  
Affaires administratives du 14 octobre 1964).

AMBASSADEUR PARODI

Il est évident que les pays de l'Est et notamment mon pays de résidence, la Tchécoslovaquie, s'efforcent d'améliorer les relations commerciales bilatérales avec l'Ouest en général et avec la Suisse en particulier. Ils profitent à cet égard d'une certaine marge de liberté qui leur est laissée dans leurs possibilités de négociation du fait du conflit entre Moscou et Pékin et, d'autre part, ils doivent chercher à l'Ouest de nombreuses marchandises que l'URSS n'est plus en mesure de leur fournir comme autrefois dans le cadre du bloc communiste économiquement compact. A ce propos, nous assistons à Prague à deux phénomènes.

Les Tchèques s'efforcent d'améliorer leurs accords commerciaux avec l'Occident en essayant de conclure des conventions calquées sur leur propre planification, en ce sens que leur durée devrait coïncider avec celle du plan adopté. Or, la durée du plan a été considérablement raccourcie puisqu'elle a passé d'abord de sept à cinq ans pour finir à trois ans. Le résultat est qu'on s'efforce maintenant de passer des accords de commerce de trois ans calqués sur les nécessités du plan de trois ans. Nos amis Suédois par exemple ont accepté ces revendications de certains pays de l'Est.

Le deuxième point concerne la question des crédits que l'Occident est en mesure d'accorder pour certains paiements d'achats importants, notamment de biens d'équipement. Nous constatons dans ce domaine, même entre nos partenaires de l'EFTA, la plus complète divergence de pratiques depuis le cas extrême de la Grande-Bretagne qui accorde des crédits d'une durée de douze ans jusqu'à des pays comme le nôtre qui, dans le cadre des garanties des risques d'exportation, concèdent des délais beaucoup moins longs.

Est-ce que la Suisse accepterait, dans le cadre de futures négociations, d'améliorer la durée des accords commerciaux de façon à la calquer sur la durée du plan et jusqu'où peut-elle aller dans le domaine des crédits aux achats tchécoslovaques en Suisse ?

AMBASSADEUR ROSSAT

Y a-t-il de la part de pays tels que le nôtre, et je m'excuse si ma question est quelque peu indiscrette, soit du côté gouvernemental, soit du côté des organisations à caractère privé, certaines préventions d'ordre politique à voir notre commerce avec les pays de l'Est prendre un peu plus d'ampleur dans un sens comme dans l'autre ?

AMBASSADEUR DUPONT

L'intérêt qu'à montré la Pologne pour faire ses achats en Occident a toujours été extrêmement grand et, ce, même avant la fameuse dispute sino-russe. C'est ainsi que le quarante pour cent de son commerce se fait avec l'Occident. Certes, l'année dernière, M. Gomulka s'est élevé contre ce qu'il a appelé le danger d'une trop grande dépendance économique vis-à-vis de l'Occident, mais il semble que dans l'intervalle les effets de l'attitude de la Roumanie aient également amené la Pologne à changer son fusil d'épaule et à poursuivre ses échanges avec les pays occidentaux. Elle fait des efforts d'autant plus grands dans ce domaine, car elle éprouve de grandes difficultés à se procurer les biens de subsistance dont elle a un urgent besoin, en vue de son industrialisation toujours plus poussée.

Je pense donc que nous aurons la même demande de la part de la Pologne d'aboutir à la conclusion d'accords à long terme et je voudrais à ce propos signaler les efforts entrepris par tous les pays occidentaux pour s'établir dans les nouveaux marchés qui s'ouvrent à l'Est. Je citerai en particulier l'Allemagne occidentale qui est un gros client de la Pologne et je pense qu'il y aurait lieu de surveiller de très près cette pénétration de nos voisins et voir ce que nous pouvons faire dans ce domaine.

BOTSCHAFTER VON FISCHER

Einige Bemerkungen zur Stellung Oesterreichs gegenüber der EWG:

- 13 -

- 1) Als ich von Wien wegfuhr, hat mir der russische Botschafter erklärt, dass sein Land eine Assoziation oder irgend einen Anschluss Oesterreichs an die EWG nicht erlauben würde, höchstens ein Handelsabkommen.
- 2) Während seines Aufenthaltes in London hat mir Herr Kreisky zugesichert, dass eine Assoziation Oesterreichs mit der EWG kaum in Frage komme und dass die Wiener Regierung nur ein Handelsabkommen in Betracht ziehe.
- 3) Ich weiss auch von dritter Seite, dass Herrn Kreisky von Labour-Persönlichkeiten abgeraten worden ist, weiter in Brüssel vorzugehen.
- 4) Ich habe erfahren, dass Zellwolle Lenzinger der grösste Konzern Oesterreichs, nun mehr und mehr gegen eine Assoziation Oesterreichs an die EWG Stellung nimmt.

#### BOTSCHAFTER HANS KELLER

Die Feststellungen, die meine Kollegen aus Prag und Warschau soeben erwähnt haben, mache ich auch in China. Je mehr die Wirtschaftsbeziehungen Chinas mit der Sowjetunion und den osteuropäischen Staaten abgebaut werden, desto mehr suchen auch die Chinesen neue Kontakte mit Westeuropa und mit Japan. Das kommt auch schon heute darin zum Ausdruck, dass die Bestellungen in Westeuropa und in der Schweiz stark zunehmen. Andererseits stelle ich fest, dass viele schweizerische Unternehmungen an und für sich sehr gerne ihren Absatz nach China wieder steigern möchten, aber Hemmungen haben. Sie haben irgendwie Angst und fragen mich, ob man das dürfe. Ich möchte einmal fragen, welches eigentlich die offizielle Stellungnahme des Bundesrates zu dieser etwas heiklen Frage ist.

#### BUNDESRAT SCHAFFNER

Die schweizerische Position zu dem Osthandel hat eine emotionelle Phase durchgemacht. Im Zusammenhang mit der Niederschlagung des Ungarn-Aufstandes hat hier eine ausserordentlich radikale Stimmung geherrscht, die sich bis zu parlamentarischen Demarchen verdichtet hat.

- 14 -

Diese traumatische Stimmung ist langsam etwas vergangen. Trotzdem werden wir nichts Sensationelles mit den Ostländern machen können und die Handelspolitiker unter Ihnen wissen es, da diese zentralen Verwaltungswirtschaften kommerzfeindliche Gebiete sind. Der Rahmen, und damit möchte ich Herrn Rossat antworten, für diesen Handel wird immer eng bleiben, weil diese Systeme nicht ergiebig sind. Uruguay z.B. ist handelspolitisch für uns gleich wichtig wie die Sowjetunion; die gewaltige Sowjetunion hat mit uns einen Handel, der von dem zwischen Uruguay und der Schweiz übertroffen wird. Die UdSSR hat tatsächlich wenig zu bieten, da das russische Fertigprodukt kaum verkäuflich ist.

Unsere Aufnahmefähigkeit für Produkte aus diesen Ländern ist also begrenzt, und deren Devisenbestand ist relativ gering. Nun zur Frage von Herrn Parodi: Wie gross ist unser Wille, Vorschüsse zu geben? Dieser Wille ist nicht besonders ausgeprägt. Wir haben ja etwas gebremst, auch in der Anwendung der Exportrisikogarantie. Dort werden wir sie mit der Zeit mit den anderen Staaten gleichstellen, aber wir werden nicht komplizierte finanzielle Kartenhäuser aufrichten, um das Kaufpotential durch Kreditinjektionen zu vergrössern. Es wäre konjunkturpolitisch auch falsch. Wir haben eine so aufgeblähte Wirtschaft, dass wir nicht jetzt in einen vollen Wirtschaftskörper noch mit Gewaltverträgen einen zusätzlichen Abnehmer einpumpen wollen. Wir würden uns auch keinen Dienst leisten, denn die Ostländer sind keine sicheren Kunden. Sie springen sehr leicht ab, ändern die Pläne und kaufen anderswo. Wir möchten nicht in eine Abhängigkeit geraten, darum soll der Prozentsatz unseres Aussenhandels nicht so hoch werden. Wir denken diesen 2, 3 %, einmal bis 4 %, 5 % steigern zu lassen.

Zum Abschluss möchte ich noch einmal betonen, dass unsere Haltung diesen Ländern, wie auch China gegenüber, durchaus freundlich ist, da wir allseitige diplomatische Beziehungen haben.

La séance est levée à 13 heures.



- 15 a -

Jeudi, 3 septembre 1964

15.30 h

BUNDESRAT WAHLEN

Nachdem wir diesen Morgen mit teilweise sehr stachligen und undankbaren Themen uns zu befassen hatten, freut es mich besonders, nun zu einem Punkt der Tagesordnung übergehen zu können, der uns in freundlichere Gefilde bringen wird.

Ich bin Herrn Professor von Salis ausserordentlich dankbar, und ich bin sicher, dass Sie dieses Gefühl teilen, dass er es übernommen hat, Sie über das wichtige Gebiet der Kulturwerbung im Ausland und vor allem über die Tätigkeit der Stiftung Pro Helvetia zu orientieren. Der Dienst, den Sie uns, Herr Professor, damit erweisen, ist um so höher einzuschätzen, als ich weiss, dass Sie unter dem Druck der Arbeitslast einen Rücktritt vom Präsidium der Stiftung Pro Helvetia ins Auge fassen müssen. So sehr wir das bedauern, so sehr müssen wir Verständnis haben dafür. Herr Professor von Salis hat diese anspruchsvolle Nebenbeschäftigung neben seinem Lehrstuhl und seiner literarischen Tätigkeit seit 1952 verwaltet und damit dem Land einen grossen Dienst geleistet. Ich muss es mir versagen, und ich hätte auch nicht die Kompetenz dazu, seinem Referat eine Würdigung der reichen Tätigkeit vorzuschicken, die er hinter sich hat. Ich kann nur wünschen, dass auch seine künftige Tätigkeit von dieser Fruchtbarkeit sein werde. Im übrigen wird das Referat, dessen bin ich überzeugt, für sich selbst sprechen in bezug auf die Arbeit, die von der Stiftung Pro Helvetia unter seiner Leitung geleistet worden ist.

Darf ich Ihnen, Herr Professor von Salis, das Wort erteilen.

Exposé de M. le Professeur de Salis sur le rayonnement culturel de la Suisse à l'étranger.

(Le texte de cet exposé a été distribué aux Ambassadeurs qui étaient présents à la Conférence. Les Ambassadeurs qui n'y ont pas participé ont reçu ce texte en annexe de la circulaire de la Division des Affaires administratives du 14 octobre 1964).

- 15 b -

### BUNDESRAT WAHLEN

Ich danke in Ihrem Namen Herrn Professor von Salis herzlich für seinen Vortrag, der Ihnen sicher manche Anregung gegeben hat und der Ihnen auch manches erklärte, was leider noch nicht gemacht werden kann, oder das aus andern Gründen überhaupt nicht denkbar ist. Wir freuen uns, dass die Initiative im Gange ist, die Zuwendungen für die Stiftung Pro Helvetia, namentlich für die Kulturwerbung im Ausland, zu erhöhen. Sie dürfen versichert sein, Herr Professor, dass von unserer Seite alles getan werden wird, um das möglich zu machen.

Sie haben uns einen ganzen Katalog von interessanten Problemen aufgeworfen. Ich möchte nun die Herren Botschafter und die Anwesenden überhaupt bitten, sich an der Diskussion zu beteiligen. Es würde mich besonders interessieren, einen Punkt in der Diskussion aufgegriffen zu sehen. Herr Professor von Salis hat gesagt "la question des accords culturels mérite d'être réétudiée". Ich denke, dass man an verschiedene Botschaften herangetreten ist, wie man uns auch von Seite der hier in Bern akkreditierten Botschaften über diese Frage interpelliert. Es würde mich sehr interessieren, Ihre Reaktion gerade auch zu diesem Punkt zu hören.

### AMBASSADEUR BERNOULLI

Le rayonnement culturel de la Suisse à Mexico se heurte à des problèmes de fonds et de crédits. A titre d'exemple, je citerai le cas d'une exposition d'arts graphiques qui avait reçu un subside de deux mille francs de la part de Pro Helvetia. Or, rien que l'impression du catalogue a coûté sept mille cinq cent francs.

- 16 a -

L'année passée, nous avons accueilli l'orchestre du Festival Strings de Lucerne, qui a obtenu un grand succès dans la capitale mexicaine. Après la représentation, M. Baumgartner, son Directeur, m'a dit que les orchestres itinérants d'autres pays, qui peuvent se comparer au sien, sont mis au bénéfice de subsides très considérables, alors que le Festival Strings ne reçoit presque rien.

Nous n'avons donc pas de difficultés à organiser des manifestations, mais ce qui manque, ce sont les fonds, et j'admets, avec le Professeur de Salis, que les crédits devraient être augmentés. Les pays qui peuvent se comparer à la Suisse, comme par exemple le Danemark, la Hollande, la Belgique, disposent en effet de fonds bien supérieurs aux nôtres pour leur politique culturelle.

#### BOTSCHAFTER ZEHNDER

Die Neuigkeit vom Rücktritt von Prof. von Salis ist hart. Ich kann sie nicht mit Stillschweigen übergehen. In der Zwischenkriegszeit, wenn ein Postenchef das EPD beeindrucken wollte, schrieb er: Seit ich diesen Posten verwalte, hat der Handelsverkehr um 2 Mio Franken zugenommen. In der Zeit der Clearingabkommen hat man natürlich geschrieben: Dank meiner ständigen Bemühungen ist die Clearingsituation mit diesem Lande besser geworden. Heute glaube ich, dass manche unserer Postenchefs schreiben: Dank meiner unermüdlichen Bemühungen habe ich für die kulturelle Werbung im Auslande dies und das gemacht. Ich glaube, diese Referenz ist gut. Was mich beeindruckt, ist, dass wir uns heute morgen an sehr hohe Beträge, nicht nur Hunderte von Millionen, sondern auch Milliarden, gewöhnt haben,

- 16 b -

und dass demgegenüber im Referat von Herrn Prof. von Salis die Bescheidenheit der Pro Helvetia steht. Ich glaube, es spricht für gute Arbeit, dass man mit unendlich bescheidenen Mitteln eine so gewaltige Aufgabe bewältigen konnte. Ich möchte, wenn alle meine Kollegen einverstanden sind, Herrn Prof. von Salis heute von ganzem Herzen dafür danken, was er für uns alles getan hat und für das grosse Verständnis, das er uns immer und bei jeder Gelegenheit entgegengebracht hat. Ich hoffe, dass sein Nachfolger in seiner Linie weiterarbeiten wird, und dann kann er der Mitarbeit aller meiner Kollegen im Auslande versichert sein.

AMBASSADEUR RENE KELLER

Le premier problème qui se pose, lorsque nous cherchons à faire connaître la culture suisse à l'étranger, consiste à trouver des points d'ancrage par lesquels on a prise sur l'intérêt de notre pays de résidence. A Ankara, par exemple, il existe une association des amis de la Suisse et ses membres aimeraient connaître ce qu'on peut leur offrir et leur présenter. C'est pourquoi je vous demande s'il ne serait pas possible d'orienter les Ambassades sur les perspectives existantes d'organiser certaines expositions de livres et de peinture. En possession de ces données, nous pourrions alors chercher des formules pour ouvrir les portes de la capitale étrangère à ce genre de manifestations.

Si je me base sur mon expérience de deux ans, je constate en effet que j'en ai été réduit à recourir à des expédients, en ce sens que j'ai profité de la présence fortuite de musiciens suisses en Turquie pour patronner leurs oeuvres et donner une réception à l'Ambassade, mais évidemment, ce système est dépourvu de méthode.

- 17 -

Dans la recherche d'un point commun entre la Turquie et la Suisse, j'ai trouvé la science juridique, car vous savez que, dans les années vingt, Mustapha Kemal a fait adopter à son pays toute une série de codes et de dispositions légales suisses. C'est ainsi que j'ai pu organiser des conférences de juristes suisses en m'assurant le concours du Professeur Bindschedler et du Professeur Walter Jung de Genève. Mais, alors, se pose le problème de financer ce genre de voyages et de séjours, les facultés de droit ou de sciences politiques ayant des moyens limités qui leur permettent tout au plus d'inviter chaque année un ou deux représentants distingués de la science juridique de l'étranger.

Par conséquent, je crois qu'il faudrait également faire l'inventaire des possibilités de financer ce genre de visites en dehors même de Pro Helvetia, car une vue d'ensemble sur les moyens disponibles nous rendrait de très grands services.

#### BOTSCHAFTER VON GRAFFENRIED

Sicherlich sind wir alle dankbar, dass dieses Thema heute zur Sprache kommt, stellt doch die Mitarbeit auf diesem Gebiete für viele Posten eine äusserst reichhaltige Aufgabe dar. Gleichzeitig sind wir sicherlich alle beeindruckt gewesen vom Bericht "25 Jahre Pro Helvetia", der ein derart vielseitiges Bild vermittelt. Dabei ist es ja nur menschlich, dass man nachzusehen sucht, wie unser eigenes Gastland darin zur Geltung kam und was sich eventuell tun lässt. Das Thema ist äusserst vielschichtig. Die Verhältnisse variieren derart von Land zu Land, dass sich kein allgemeiner Nenner und keine Regel finden lässt. Gleichzeitig sind gerade in jüngster Zeit neue Postulate, auch vermehrte Anstrengungen, laut geworden. Sicherlich stehen diese Anregungen, diese Aktivität, in Verbindung mit der Pro Helvetia. Sicherlich steht dieses Bestreben zum Teil unter dem Eindruck der grossen Anstrengungen anderer Länder. Dies trifft ganz besonders für mein Gastland zu, wo in engster Koordination zwischen Staat, halbstaatlichen Organisationen und Privaten systematisch grosse Anstrengungen unternommen werden. Ich glaube, es spielt aber auch mit, dass es in einzelnen Ländern heute

- 18 -

schwieriger ist, allgemeine kulturelle Artikel zu publizieren. Es ist aber auch die allgemeine Sorge unter dem Stichwort "Die Präsenz der Schweiz". Massnahmen in dieser Richtung setzen eine gründliche Kenntnis der spezifischen Verhältnisse in den einzelnen Ländern voraus. Man kann nicht nach wenigen Tagen Besuch urteilen. Es spielt sich auch sehr viel heute in Formen ab, die nicht immer sofort sichtbar sind. Die Botschaften gelangen dabei gelegentlich etwas unter einen Druck, als ob die Verwirklichung von Unternehmungen nur von uns abhängen würde, oder als ob wir alles über unsere Repräsentation nehmen könnten. Wir versuchen, die Initianten namentlich über die Gründe der geltenden Begrenzungen aufzuklären. Dies erfordert auch von den Aussenposten ein sehr enges und vertrauensvolles Verhältnis mit der Pro Helvetia und anderen Diensten. Unsere Sorge geht auch dahin, dass wir frühzeitig über ein Projekt ins Gespräch kommen. Sehr oft können wir etwas beitragen mit Ueberlegungen lokalen Charakters, die nicht immer ohne weiteres ersichtlich sind. Ich denke hier namentlich an den Zeitpunkt für Veranstaltungen, an das richtige Auditorium. Ich weiss nicht, wie weit Pro Helvetia und andere Dienste über eine Dokumentation im Sinne der Bestandesaufnahme über spezifische Verhältnisse in einzelnen Ländern und besonders über spezifische Möglichkeiten verfügen oder ob hier noch Platz für Berichte von unserer Seite wäre.

Ich möchte nun vier oder fünf konkrete Punkte im Sinne von Anregungen erwähnen. Erstens ist in den meisten Ländern die Beteiligung an Ausstellungen wirtschaftlichen Charakters nur etwa alle fünf Jahre möglich. Das ist verständlich. Ich frage mich nun, ob solche Ausstellungen, die in der Regel durch die Handelszentrale betreut werden, nicht etwas ausgebaut werden könnten, im Sinne einer Visitenkarte. Mit ganz einfachen Mitteln, etwa indem man bei kommerziellen Ausstellungen den Rahmen etwas weiterspannt, durch graphische Darstellungen oder durch einzelne kunstvolle Plakate über Graphik, Buch, Presse, Museen oder einzelne schweizerische Tatsachen. Wir haben dies versucht, aber es heisst dann immer, da ist jemand anders zuständig, währenddem andere Länder, ich denke an Oesterreich, England und Schweden, gerade bei den kommerziellen Ausstellungen etwas weiter gehen.

Das zweite sind die Vorträge. Sehr oft beruhen diese auf Abmachungen zwischen zwei Kollegen, Dozenten, Professoren aus dem gleichen Gebiet. Oft bleiben aber die Veranstaltungen im Rahmen von Seminarvorträgen stecken, während vielleicht bei etwas längeren Fristen öffentliche Vorlesungen oder sonst die Verbindung mit besonderen Gesellschaften sich erreichen lassen. Sehr oft setzt das Gastland von der betreffenden Botschaft allerhand voraus, was wir gerne tun, aber es gehört dazu die Berücksichtigung der Lokalelemente. Ähnliches gilt natürlich für Delegationen, prominente Besucher usw. Ich habe mich auch gefragt, ob nicht die Reziprozität de facto im einzelnen Fall angestrebt werden kann. Es ist möglich und dies würde dann die Kostenfrage vereinfachen.

Drittens. Die Herausgabe von Sondernummern "Schweiz" in Zusammenarbeit mit der Handelszentrale ist ein relativ einfach zu realisierendes Vorhaben. Die Stiftung Pro Helvetia verfügt über das Material und die Verkehrszentrale über die Illustration. Und schliesslich eine kleine Frage: Es wurde mir einmal geantwortet, Einzelmusiker könnten wir nicht finanzieren, nur Orchester oder Gruppen. Ich sehe nicht ganz den Unterschied zwischen einem guten Einzelmusiker, für den man den richtigen Rahmen finden kann, oder einem Dozenten, währenddem für Konzerte von Orchestern die Distanz ja eine enorme Kostenrolle spielt.

Das vierte ist die Koordination in der Schweiz. Es ist ja oft so, dass bei einem Vorhaben Pro Helvetia nicht alles übernehmen kann, dass auch die Verkehrszentrale, die Swissair und andere mehr angegangen werden müssen. Wir haben nun heute gehört, dass ein Koordinationsausschuss besteht. Ich frage, ob wir nicht periodisch in denjenigen Ländern, in denen dies aktuell sein kann, orientiert werden könnten über die Richtlinien, die Tätigkeit, die Programme dieses Koordinationsausschusses und das Zusammenfügen bei konkreten Projekten. Schliesslich scheint es mir sehr oft dem Zufall überlassen, ob ein von Pro Helvetia oder auch sonst organisierter Anlass im Ausland in der Schweizerpresse zur Geltung kommt oder nicht. Ob die Möglichkeit besteht, dass Pro Helvetia für Pressedienste sorgen kann, damit derartige Manifestationen, die sehr oft mit grösseren

Anstrengungen verbunden sind, besser bekannt werden, weiss ich nicht. In Schweden haben wir eine Anzahl Gönner, die uns für besondere Anlässe Mittel zur Verfügung stellen. Die möchten dann auch, dass man in der Schweiz etwas darüber erfährt. Gerade im Falle grösserer Kredite, neuer Kredite, werden sicherlich sehr viele neue Wünsche an uns herantreten. Es gibt sicher Kulturvereinigungen und andere Kolonieexponenten, die sich diese Sache nicht werden entgehen lassen: Wir werden unter einen Druck kommen im Sinne neuer Anregungen von verschiedener Seite. Darum empfinden auch wir das Bedürfnis, möglichst eng und vertrauensvoll mit den zuständigen Stellen zusammenzuarbeiten.

### AMBASSADEUR SOLDATI

Avec notre propagande culturelle à l'étranger, nous devons nous efforcer de nous opposer à une certaine image de la Suisse, largement répandue dans le monde occidental, d'après laquelle notre pays est essentiellement porté à la réalisation d'un certain niveau de vie purement matériel et néglige les valeurs culturelles et spirituelles. Pour combattre cette opinion généralement admise, il nous faut à tout prix présenter des réalisations de haut niveau dans le domaine des beaux arts, de la musique et du théâtre.

Ce n'est pas là seulement une question d'argent. Souvent, même une manifestation qui a reçu notre appui financier, mais qui n'a pas le niveau voulu, rencontre une simple réponse de courtoisie et renforce l'image dont je viens de parler: une telle entreprise fait beaucoup plus de mal que de bien à notre pays. Aussi notre tâche essentielle doit-elle consister à opérer une sélection sérieuse parmi les différentes possibilités d'action et à ne retenir que des oeuvres de qualité exceptionnelle. Une telle politique est une nécessité, par exemple, dans une ville comme Paris, où le public est saturé et finit par être un peu blasé et je dois dire, à ce propos, que Pro Helvetia mérite tous les éloges pour avoir eu la main très heureuse dans tout ce qu'elle a présenté ces dernières années dans la capitale française.

Pour finir, une remarque sur les accords culturels. J'ai soulevé à Paris, dans les milieux intéressés, la question de



- 21 -

savoir si la conclusion d'une telle convention pouvait améliorer les rapports culturels entre nos deux pays, car la France, comme vous le savez, a établi un réseau très dense d'accords culturels dans les diverses parties du monde. La réponse unanime a été qu'avec la Suisse, à l'heure actuelle, un accord de ce genre n'était pas indispensable. Les spécialistes français savent en effet parfaitement à qui ils doivent s'adresser en Suisse et le système fonctionne admirablement.

On a pourtant relevé en passant que l'existence d'un accord culturel permet à tout moment d'établir un inventaire et de savoir ainsi si, sur tel ou tel point précis, les contacts sont maintenus, si, par exemple, un accord bilatéral relatif à des recherches archéologiques, passé en 1926, doit être renouvelé, est encore à jour ou doit simplement être réactivé.

#### AMBASSADEUR ZUTTER

Dans certaines circonstances, la conclusion d'accords culturels pourrait présenter des avantages. C'est ainsi que, il y a quelques années, les lecteurs suisses de certaines universités italiennes, entre autres Turin, ont été purement et simplement remplacés par des lecteurs français et allemands pour la simple raison que, contrairement à l'Allemagne et à la France, nous n'avions pas passé d'accords culturels avec l'Italie.

A la suite de ces événements, la question avait fait l'objet d'une discussion approfondie entre le Département Politique et celui de l'Intérieur et il avait été établi, à cette occasion, que, pour deux raisons, la Suisse ne pouvait pas passer d'accords culturels avec d'autres pays.

La première était de nature politique: on ne pouvait ou on ne voulait pas accorder la réciprocité aux pays communistes. La seconde raison relevait de la constitution fédérale de notre pays. La conclusion d'un accord culturel suppose en effet la consultation de tous les cantons, ce qui rend irréalisable toute tentative dans ce domaine.

- 22 -

A mon avis, le premier point tombe de lui-même. Du moment que nous entretenons des relations diplomatiques avec les pays communistes, on voit mal pourquoi il n'est pas possible d'avoir avec eux également des relations culturelles. Reste la seconde objection et, à ce propos, il m'intéresserait de savoir si l'on envisage, à plus ou moins longue échéance, de donner à la Confédération le pouvoir de conclure des accords culturels sans avoir à en référer préalablement aux cantons.

Avant de conclure, je voudrais encore dire deux mots sur l'un des moyens mis à notre disposition pour assurer l'expansion culturelle de notre pays. Il s'agit des écoles suisses à l'étranger. On entend parfois dire en Suisse que dans ces écoles, il y a trop d'élèves étrangers et pas assez d'élèves suisses. Je crois que c'est là une erreur fondamentale, si l'on tient vraiment à l'expansion de notre culture.

En Italie, par exemple, il y a sept écoles suisses. Le nombre de leurs élèves s'élevait à 1342 pour l'exercice 1962/63. Sur ce total, il y avait 269 élèves purement suisses, 65 dont la mère était suisse, 695 élèves italiens et 313 d'autres nationalités. On dira peut-être et on l'a déjà dit que cette proportion laisse les Suisses dans une minorité assez remarquable. Mais, si on pense que l'enseignement est donné à la suisse, que ces élèves étudient généralement en allemand, ou en français et en italien, qu'ils apprennent à connaître notre pays d'une façon approfondie, à l'aimer et à s'y attacher, si l'on songe qu'en une seule année 695 enfants italiens ont été imprégnés de l'esprit, de l'amour de la Suisse et, par conséquent, de la culture suisse, j'en arrive à la conclusion que nous possédons là un moyen de pénétration à l'étranger qu'il serait extrêmement fâcheux de négliger.

#### BOETSCHAFTER TROENDLE

Ich möchte mich zur Frage der Nützlichkeit von Kulturabkommen äussern. Ich hatte ja in einer kurzen Zeitspanne Gelegenheit, eigentlich zwei extreme Posten zu verwalten. Zunächst in Moskau, wo eine Tätigkeit zur Förderung der Kulturbeziehungen eine äusserst

heikle Angelegenheit war. Man musste sehr aufpassen, dass man nicht eine Initiative ergriff, die falsch ausgelegt werden konnte. Auf der anderen Seite geht in der Bundesrepublik Deutschland eigentlich alles von selbst. Unsere Haupttätigkeit ist dort zu wissen, was überhaupt geht. Von diesen beiden extremen Punkten aus betrachtet fragt es sich, was wir mit einem Kulturabkommen erreichen können.

Ich habe ein wenig den Eindruck, dass die Kultur sich eigentlich nicht für zwischenstaatliche Vereinbarungen eignet, obwohl heute die Welt voll von Kulturabkommen ist. Die Verträge auf dem Gebiet des Warenaustausches, des Finanzverkehrs, des Personen- und Güterverkehrs verfolgen den Zweck, gewisse vorhandene oder mögliche Hindernisse aus dem Weg zu räumen, um unser Nationaleinkommen zu erhöhen. In der Kultur verhält es sich etwas anders. Die Kultur ist eine Ausstrahlung, die eigentlich von selbst geht, und wenn zwischen zwei Staaten irgendein Abkommen besteht, dann kann es sich nur darum handeln, eine gewisse Reziprozität und eine gewisse Lenkung des Kulturaustausches sicherzustellen. Die Schweiz hat das nicht nötig. Wir haben zu wenig Reaktoren für die kulturelle Ausstrahlung und was strahlt, strahlt von selbst. Ein Kulturabkommen mit Frankreich, Deutschland, Italien ist überflüssig. Was wir brauchen, das ist mehr Brennstoff für die kulturelle Ausstrahlung und dieser Brennstoff heisst eben auch in diesem Fall mehr Geld, mehr Kredite. Wo diese herkommen, ist eine andere Frage. Unsere kulturelle Ausstrahlung ist nicht schlecht. Wenn wir sie mit den Anstrengungen von Frankreich vergleichen, die sich selbstverständlich über die ganze Welt erstrecken und auch einen hochpolitischen Zweck verfolgen, oder mit den englischen, österreichischen und deutschen Anstrengungen, so sehen wir, dass wir auf das, was wir mit unseren bescheidenen Mitteln fertig bringen, nur stolz sein können.

#### AMBASSADEUR DUPONT

En ce qui me concerne, je crains les accords culturels, d'une part parce que je ne crois pas qu'on puisse continger la culture, et d'autre part parce que je redoute qu'après avoir passé une telle convention avec certains pays nous ne nous heurtions à

leur dirigisme et nous ne nous trouvions, par conséquent, dans une situation d'infériorité, pour le simple fait que nous n'avons pas une politique culturelle.

L'expérience a prouvé d'ailleurs qu'il existe des initiatives individuelles en matière de relations culturelles qui donnent généralement de bons résultats. Ainsi, nonobstant l'absence d'accords culturels avec la Pologne, les universités de Genève et de Cracovie entretiennent d'étroites relations: des invitations ont été adressées à des professeurs suisses qui n'ont pas manqué de leur donner suite et ont convié, à leur tour, des professeurs polonais à Genève.

Les échanges culturels se maintiennent donc et ils ont surtout l'avantage de permettre à un certain individualisme de s'épanouir. Certains professeurs peuvent encore, en dehors des accords culturels, entretenir des relations que peut-être, un jour ou l'autre, ils seraient contraints de modifier selon l'accord culturel qui serait passé.

#### AMBASSADEUR MARCUARD

J'aimerais savoir comment Pro Helvetia envisage le rayonnement culturel de la Suisse dans les pays nouvellement indépendants. Je comprends parfaitement qu'avec les moyens très limités dont elle dispose, il lui faille se concentrer pour l'essentiel sur les pays européens et sur les Etats-Unis. Mais je pense que dans les pays nouveaux, quelque chose doit être fait.

Sur la base de ma modeste expérience en Algérie, je me permets de signaler quelques points sur lesquels notre effort pourrait porter plus particulièrement:

#### 1) Tout d'abord les livres

En Algérie, ils répondent réellement à une demande et à un très grand besoin. Les livres s'adressent à trois catégories de personnes qui sont essentiellement les lauréats des concours de lycées, les fonctionnaires de l'administration qui désirent maintenir à jour leur documentation sur des sujets spécifiques et une petite élite qui s'intéresse aux problèmes les plus variés.

## 2) Les films

Il est très difficile de trouver un film qui corresponde réellement à ce que désirent les pays nouvellement indépendants. Ce qui les intéresse n'est pas uniquement l'aspect pittoresque et touristique de la Suisse, mais plutôt ce que nous avons dans notre pays de plus avancé et de plus digne de leur être montré, compte tenu de leurs problèmes et des efforts qu'ils font pour se développer.

## 3) Les disques

Ils sont également très appréciés, et lorsque j'ai reçu la disquette que Pro Helvetia nous a envoyée, elle a été immédiatement prise par la radio qui en a fait un large usage. Mais je crois qu'il serait peut-être indiqué d'accompagner ces envois de disques de quelques bandes préparées par notre Service-radio des ondes courtes, comportant un programme sur notre musique classique et folklorique, qui intéresse également ces pays.

En ce qui concerne les manifestations plus importantes, il faut, par la force des choses, se limiter, mais peut-être que dans une région comme le Maghreb formée de trois pays ayant à peu près le même développement et parlant la même langue, on pourrait envisager tous les deux ou trois ans une manifestation plus importante et d'un niveau aussi élevé que possible. Ce qui prendrait le plus en Algérie serait certainement le théâtre. Je pense en particulier à des troupes, comme celles des Faux-Nez de Lausanne, ou du Théâtre de Carouge, qui pourraient donner une pièce de Dürrenmatt ou d'un de nos auteurs connus.

Un dernier point: J'aimerais souligner l'intérêt que présente l'idée d'un stand de documentation, facilement transportable et maniable, qui nous permettrait de participer à un bon nombre de manifestations où notre présence est sollicitée.

AMBASSADEUR DOMINICE

Pour des raisons fort évidentes, l'activité de Pro Helvetia se déroule avant tout dans les pays voisins et en Amérique du Nord. Or, on a parlé tout à l'heure des pays qui viennent d'obtenir leur liberté et j'aimerais, à ce propos, briser une lance en faveur de la diffusion de la culture suisse en Amérique latine. Les Etats de cette région du monde sont libres depuis plus de cent cinquante ans mais, sur le plan de la culture et du développement, ils sont comparables à ceux d'Afrique. Il existe en tout cas au Brésil une soif extrêmement prononcée de culture européenne. Bien sûr, des pays comme l'Italie, l'Allemagne, la France et d'autres ont plus à offrir que nous-mêmes. Mais, si j'en crois ma courte expérience, je puis dire que les efforts de la Suisse sont toujours couronnés de succès. Ainsi, la modeste exposition d'affiches (d'un transport facile et à un prix extrêmement modique) que la plupart de mes collègues ont sans doute vue, a eu au Brésil, où les arts graphiques sont très développés, un très bon accueil.

Voyons alors ce qui pourrait être fait. C'est dans le domaine du livre, pour des raisons d'ordre pratique, que notre action pourrait être plus poussée. Le public cultivé du Brésil et les milieux universitaires comprennent presque tous soit l'allemand, soit le français, soit l'italien et nous pourrions distribuer au Brésil, presque dans toutes les universités, un nombre considérable de livres. Nous avons fait l'expérience suivante: nous avons proposé d'organiser au Brésil une exposition de livres qui, au lieu de revenir ici, auraient été distribués au mieux des besoins et des demandes des autorités brésiliennes. Mais l'organe suisse qui s'en occupait nous a dit qu'il aimerait obtenir en échange des livres brésiliens. Quand il s'agissait de recevoir, les Brésiliens étaient d'accord, mais quand il a fallu procéder à des échanges, cela a été une tout autre chanson. Je crois qu'il ne faudrait pas insister. Nous pourrions renoncer aux échanges qui donnent lieu à des difficultés dans certains pays et être généreux dans la distribution de certains livres qui sont remarquables et exemplaires pour la diffusion de notre culture.

- 27 -

Un autre moyen pour assurer notre rayonnement culturel sont les arts graphiques. Je sais qu'il existe une exposition d'arts graphiques qui est particulièrement réussie. Je crois qu'elle a été vue au Mexique, sauf erreur, il y a quelques années, et j'aimerais énormément qu'elle puisse descendre en Amérique du Sud, ou bien au Brésil.

Monsieur le Président, vous avez fait allusion aux voyages d'études et cité cette question dans votre exposé: je dois dire que pour nous, à Rio, c'est un des problèmes que nous ne sommes pas encore arrivés à résoudre. Il n'y a pas de semaine que nous n'ayons, comme sans doute la plupart de nos Ambassades, des demandes de voyages de groupes d'étudiants qui désirent voir tel ou tel autre aspect de la vie de la Suisse. Or, dans notre pays, il n'y a pas un organe de coordination qui s'occupe de ces voyages. Il y a l'OSEC qui fait une enquête, qui s'adresse aux maisons privées, qui écrit que les frais de voyage seront payés et qui obtient, en fin de compte, seulement une réduction sur les billets de chemins de fer. Evidemment, pour les étudiants qui viennent de très loin et de pays dont la monnaie est dépréciée, ce n'est pas suffisant et le résultat est que les voyages n'ont pas lieu. Or, comme un voyage d'étudiants permet aux participants de se renseigner sur ce que fait la Suisse dans tel ou tel domaine, il devrait être l'objet de mesures particulières. Je songe notamment à la création d'un organe de coordination.

En terminant, j'aimerais appuyer ce qu'a dit tout à l'heure l'Ambassadeur Keller sur la nécessité qu'il y aurait, en tout cas pour ceux d'entre nous qui vivent fort loin d'ici, d'être tenus régulièrement au courant des possibilités qui nous sont offertes sur le plan culturel.

BOTSCHAFTER STADELHOFER

Meine Erfahrungen in Kuba dürften nicht repräsentativ sein für Lateinamerika, aber sie können doch einen kleinen Einblick geben. In Kuba werden weder Kredite noch Investitionsgüter verlangt, sondern man übt einen förmlichen Druck auf uns aus für eine ver-

mehrte kulturelle Betätigung. Die Kubaner sind sehr daran interessiert, über Kultur- und Politikverhältnisse in der Schweiz Auskunft zu erhalten. Derjenige Sektor, der am besten funktioniert, ist die öffentliche Erziehung. Es hat z.Zt. ca. 100.000 Regierungsstudenten, junge Mädchen und Burschen bis zu ca. 18 Jahren. Die Hälfte der Studenten ist farbige. Sie arbeiten für lateinamerikanische Verhältnisse gut und seriös. Die Indoktrination ist nicht zu stark. Sehr oft gehen die westlichen Postenchefs in die Schulen, um den Kurs zu kontrollieren, auch die Arbeitshefte. Wir erhalten nun in der Botschaft im Durchschnitt acht, zehn Briefe pro Tag, worin wir um die Zustellung von Büchern über die Schweiz, Prospekten, Briefmarken usw. gebeten werden. Wiederholt wurden wir ersucht, irgend etwas zu machen, damit die Schweiz besser bekannt werde; etwa eine Schweizerische Woche, mit einer Bildausstellung, mit Vorträgen von zwei bis drei schweizerischen Professoren oder einen Bücheraustausch mit der Schweiz. Viele Studenten kommen auf die Botschaft, um irgendeine konkrete Frage zu stellen. Wir haben uns gefragt, worauf das zurückzuführen sei. Von erheblichem Einfluss ist die Tatsache, dass wir mehrere amerikanische Länder in Kuba vertreten, z.B. wenn Argentinier vorsprechen, um ihre Pässe zu verlängern, da wollen sie auch irgendwie Auskunft über die politischen Verhältnisse in der Schweiz.

Mit der Uebernahme der fremden Interessen ist das kulturelle Interesse an der Schweiz sehr stark gestiegen und das in einem Moment, in dem sich ergeben hat, dass die kubanische Aussenpolitik auf einen Ausgleich mit den USA hin tendiert. Wenn ich über unsere Politik gesprochen habe, wollte man wissen, wie wir es machen. Es ist eindrucksvoll, dieses starke kulturelle und politische Interesse für die Schweiz in einem Land zu finden, von dem man es zuletzt erwartet hat. In einem Land wie Kuba, wo man das ganze kulturelle Leben staatlich dirigiert, wäre ein Kulturabkommen angenehm, weil man dann die Reziprozität viel leichter erhält.

AMBASSADEUR FUMASOLI

Je crois que la plus grande partie du budget qui est réservé à Pro Helvetia pour assurer l'expansion culturelle de notre pays est consacrée, si je ne fais erreur, à nos grands voisins européens.



(France, Allemagne, Italie). Je me demande si ces pays, qui sont en contact permanent avec nous, ont vraiment beaucoup plus besoin des bienfaits de notre rayonnement culturel que ceux de l'Amérique latine, où j'ai passé onze ans, en faisant quelquefois des expériences douloureuses en matière d'absence de la Suisse sur le terrain culturel. Est-ce qu'il ne serait pas possible de réviser cet aspect de la question et de consacrer un budget beaucoup plus vaste aux pays de l'Amérique latine et du tiers-monde ?

Mon deuxième point est le suivant: en Espagne, nous recevons au moins quinze lettres par jour d'écoliers et d'étudiants nous demandant des photographies, des livres et des renseignements sur la Suisse. Je crois que si nous étions en mesure de répondre à ces demandes en envoyant quelques livres, même de dimensions très réduites, sur notre pays, ou des cartes géographiques, nous aurions déjà fait un grand pas en avant, parce que je suis convaincu que notre expansion culturelle doit commencer par les écoles.

#### AMBASSADEUR DE FISCHER

En prévision de la fondation, à Londres, d'un "Swiss Center", la question se pose de savoir quels sont les aspects de notre pays qui peuvent intéresser plus particulièrement les Anglais. J'ai contribué à l'enquête qui se déroule à ce sujet en demandant à mes collègues, lors de mes visites de courtoisie, ce que la Suisse représente à leurs yeux et ce qu'elle apporte, à leur avis, au monde moderne.

Les réponses que j'ai reçues peuvent être classées en trois groupes.

D'abord celles qui évoquent des traits caractéristiques de notre pays: la démocratie directe, le fédéralisme où la diversité est considérée comme un enrichissement, la neutralité, les traditions humanitaires ... Le second groupe est déjà plus intéressant. Certains de mes interlocuteurs en effet ont été impressionnés par le fait que notre pays a pu surmonter ses désavantages naturels. "La Suisse - m'a-t-on dit - est un pays qui malgré sa pauvreté en ressources naturelles, est devenu riche. C'est un pays qui malgré son exiguïté et sa

faiblesse a réussi à affirmer son indépendance ..." Le troisième groupe est celui des constatations de notre réussite: "La Suisse est un pays dont les produits sont de qualité supérieure. C'est un pays qui a une administration saine ..."

Encore plus instructif que l'énoncé pur et simple des réponses est le fait que celles du deuxième et du troisième groupe ont été données par les Ambassadeurs de petits pays, généralement ceux en voie de développement. Elles étaient d'ailleurs toujours assorties par une autre question: "Comment avez-vous pu parvenir à ces résultats ? Dites-le nous, cela nous intéresse."

J'ai d'ailleurs eu la même expérience lors de la Conférence des Chefs d'Etat du Commonwealth où, au cours des réceptions auxquelles j'ai été invité, les Présidents des différents Etats africains, MM. Oboté, Nyerere, Kenyatta ... n'ont pas tari d'éloges sur la réussite de notre pays et n'ont cessé de m'en demander le secret.

Je vous raconte tout cela, parce que je ne crois pas que nos valeurs culturelles seules suffisent pour assurer à notre pays le rayonnement qu'il mérite: je suis en effet fermement convaincu que ce que la Suisse apporte de vraiment original dans le monde est son civisme, mieux, son humanisme civique. C'est donc en diffusant nos valeurs civiques que nous pouvons servir le mieux le renom de notre pays à l'étranger. C'est ainsi que l'introduction de notre droit civil en Turquie, de notre code pénal en Ethiopie et l'activité de nos juges auprès des Tribunaux Mixtes en Egypte ont assuré pour longtemps le respect de la Suisse dans ces pays lointains.

#### PROFESSEUR DE SALIS

J'aimerais reprendre les différents points qui ont été soulevés au cours de la discussion et je m'excuse d'avance de ne pas pouvoir répondre à toutes les suggestions qui ont été faites. Mais soyez assurés que j'ai pris des notes détaillées à ce sujet, qui seront d'ailleurs complétées par celles de mes collaborateurs.

- 1) Les accords culturels. Sur ce point, je ne voudrais rien ajouter à mon exposé. Il est évident que c'est là une question à la fois politique et juridique. Il s'agit en effet d'établir si les échanges culturels font partie des relations extérieures et si, dans l'affirmative, la Confédération est compétente pour signer une convention dans ce domaine sans consulter les cantons.

La discussion a montré, d'autre part, que l'utilité de telles conventions varie selon les pays et les questions à résoudre. Il est évident, par exemple, que c'est grâce à leurs accords culturels que les Français et les Allemands nous enlèvent nos lecteurs dans les universités étrangères.

- 2) Les crédits. Je crois que nous n'avons pas à parler longuement de ce problème. Nous sommes en effet les premiers à souhaiter que le Conseil Fédéral veuille bien soumettre aux Chambres un budget plus élevé pour Pro Helvetia et ses activités. C'est seulement à ce prix que nos différentes activités pourront être multipliées et intensifiées.

- 3) Envois de disques, de livres et de films. J'ai été heureux d'entendre que nos envois de disques et de livres ont été appréciés. Pour les livres et les disques, je l'ai déjà dit, nous avons soixante mille francs à notre disposition, pour l'envoi des films, quelque chose comme trente mille francs. Il est bien évident que si l'on peut augmenter ces chiffres d'au moins cinquante mille francs, notre action sera plus efficace. Nous nous efforçons cependant d'obvier au manque de moyens en étudiant le terrain dans les divers pays de sorte que, même si nos envois ne sont pas considérables, je crois pouvoir affirmer que nous distribuons nos livres et nos disques à bon escient.

D'autre part, il importe de souligner que la Commission fédérale du film ne vient que de démarrer et que d'ici quatre ou cinq ans notre stock de films culturels destinés à faire connaître notre pays à l'étranger sera également multiplié.

- 4) Les échanges culturels avec les pays de l'Est posent un certain nombre de problèmes plutôt sur le plan intérieur suisse que sur le plan extérieur. Il y a en effet dans notre pays des courants d'opinion qui ne sont pas toujours très favorables à ce genre d'entreprises, aussi la position de Pro Helvetia est-elle fort délicate, car nous savons aussi que ce sont précisément les pays de l'Est qui attendent beaucoup de la Suisse dans le domaine culturel.
- 5) Échanges de professeurs et de spécialistes. Il arrive bien souvent que des professeurs suisses, après avoir donné une conférence dans un institut ou une université étrangère, se plaignent de n'avoir eu qu'une audience restreinte. La raison majeure de cette déconvenue réside généralement dans le fait que le voyage en question a été organisé par un simple échange de lettres entre deux professeurs, sans que Pro Helvetia ou les Départements fédéraux intéressés aient été prévenus. En ce qui me concerne, je me rappelle d'avoir toujours eu des expériences positives lors de mes conférences à l'étranger pour avoir chaque fois pris contact, au préalable, avec Pro Helvetia.
- Il est vrai que notre effort n'est pas suffisamment connu en Suisse, en premier lieu parce qu'il est difficile d'intéresser notre public aux questions culturelles. Cela provient en partie du fait que les correspondants des journaux suisses à l'étranger, soit dit en passant, brillent généralement par leur absence aux manifestations culturelles suisses. Mais l'expérience montre que nous rencontrons également des difficultés à recruter des conférenciers pour l'étranger, de sorte qu'il faut en conclure qu'il existe un préjugé fortement ancré chez nous, encore à l'heure actuelle, contre l'idée même d'un "rayonnement culturel à l'étranger".
- 6) Les pays du tiers-monde. J'ai été heureux que l'on nous parle du Maghreb et je serais très reconnaissant aux Chefs de mission accrédités dans les pays appartenant au tiers-monde et nouvellement indépendants de nous donner des conseils. J'ai toutefois été heureux de savoir que le peu de choses que nous avons pu

- 33 -

faire en Algérie vous a paru utile, mais il est tout à fait évident que sur ce terrain-là, nous devons trouver des méthodes nouvelles que je vous prierai de nous indiquer.

La séance est levée à 19.30 heures.

Vendredi, 4 septembre 1964

9 h -

Exposé de l'Ambassadeur Micheli sur des questions de politique étrangère.

(Le texte de cet exposé se trouve en annexe de la circulaire de la Division des Affaires administratives du 14 octobre 1964).

- Exposé du Ministre Jolles sur la Conférence mondiale du commerce.

(Le texte de cet exposé se trouve en annexe de la circulaire de la Division des Affaires administratives du 14 octobre 1964).

- Exposé de Monsieur Lindt sur l'aide technique aux pays en voie de développement.

(Le texte de cet exposé se trouve en annexe de la circulaire de la Division des Affaires administratives du 14 octobre 1964).

AMBASSADEUR MICHELI

Nous venons d'aborder beaucoup de problèmes qui nous préoccupent. Sur toutes ces questions votre avis nous serait infiniment précieux. Pour ordonner un peu la discussion, je vous propose de la diviser en trois parties: la première serait consacrée à notre politique européenne, la deuxième à notre politique à l'égard des pays communistes et la troisième à notre politique à l'égard du tiers-monde.

La discussion est ouverte sur le premier point, notre politique européenne.

AMBASSADEUR SOLDATI

L'opinion publique suisse ainsi que les notables et les rédacteurs de journaux n'ont plus de familiarité avec les problèmes de politique étrangère qu'ils ont tendance à considérer dans une optique valable en 1914 ou tout au plus en 1939. Or, de nos jours,

tout a énormément changé, tout est devenu beaucoup plus complexe. En 1964, nous ne sommes plus menacés d'une invasion, aucun voisin ne cherche à nous gagner à ses idées, tout cela est périmé; les problèmes d'aujourd'hui sont ceux contenus dans les trois exposés de tout à l'heure.

A ce propos, j'aimerais citer l'expérience suivante. A Paris, des membres éminents de la colonie suisse ont formé un groupe d'études qui se réunit de temps à autre pour débattre les problèmes de l'actualité politique et économique. C'est ainsi que, lors de l'ouverture du Kennedy-round, il a été décidé de discuter de la politique suisse dans cette négociation tarifaire. A cette occasion, l'un des présents, une personne tout à fait respectable, a déclaré, sur la base d'informations parues dans la presse française, que les responsables de notre politique étrangère couchaient sur des positions absolument dépassées: ils n'avaient en effet pas su s'adapter aux tendances nouvelles et pratiquaient une politique antieuropéenne. Devant cette affirmation, j'ai cru devoir prendre la parole. J'ai fait un historique du Kennedy-round, j'ai évoqué le problème des disparités et celui des exceptions et ai fini par constater que mes interlocuteurs n'avaient pas la moindre idée de la complexité des questions en jeu.

Ce petit épisode me paraît exemplaire. Voilà de très bons citoyens animés du meilleur esprit patriotique qui s'attaquent à un problème qu'ils connaissent mal - car il est difficile pour des personnes absorbées par les soucis professionnels de suivre au jour le jour le développement de questions très techniques - et qui émettent des jugements négatifs sur notre politique étrangère. Ce qui s'est passé dans le microcosme de notre colonie à Paris se reproduit en Suisse dans d'autres proportions. Les gens ne parviennent pas à saisir les problèmes dans leur réalité et à se tenir au courant des décisions de nos autorités et de leurs résultats et se réfugient alors dans des théories nébuleuses, en décrétant que notre Gouvernement n'a pas une politique étrangère.

Or, la politique étrangère n'est pas un domaine où peuvent se donner libre cours le romantisme, le désir d'aventures et les

sentiments, la politique étrangère se juge à ses fruits, à ses résultats. Alors, si nos concitoyens voulaient de temps en temps se donner la peine de faire une comparaison entre la situation de la Suisse et celle des autres pays, ils constateraient que notre position privilégiée dans le monde est le résultat de la vigilance constante de nos autorités et de leur volonté de ne pas se laisser fourvoyer par certaines chimères qui peuvent paraître très séduisantes.

Un mot pour finir. Je connais des personnes qui m'ont assuré combien elles appréciaient le but restreint mais sérieux de notre politique étrangère et qui trouvent qu'il vaudrait la peine que nos autorités consacrent un petit livre à ce sujet.

AMBASSADEUR RENE KELLER

Tout d'abord deux points concrets, concernant le rôle de la Suisse dans le conflit cyprite.

Le premier est celui de notre contribution au financement de l'action militaire de l'ONU. La Turquie s'est pliée, à son corps défendant à ce que le problème soit porté devant les Nations Unies, car les Turcs, assez dépourvus en général d'imagination, avaient supposé qu'en s'engageant dans cette voie, le problème allait leur échapper. Du moment que ce pas était franchi, il fallait s'accommoder de cette troupe qui fait paravent entre les deux groupes hostiles et, par conséquent, la Turquie ne peut être que reconnaissante de l'action de solidarité à laquelle a consenti à participer le Conseil fédéral.

Le deuxième point est la question du médiateur. Je me félicite que cette coupe amère n'ait pas été présentée aux lèvres de personnalités suisses. Néanmoins, la disponibilité de personnes telles que M. Ruegger et M. Petitpierre était conforme au génie de la Suisse et j'aurais apprécié d'en savoir un peu plus long sur les sondages qui avaient été opérés par le truchement des Nations Unies. En effet, c'est à titre fortuit que j'ai appris que de tels



- 37 -

sondages avaient eu lieu et j'aurais été heureux dans les conversations avec les Turcs de pouvoir ajouter que nous étions prêts à offrir nos bons offices.

Après ces remarques liminaires, je crois qu'il n'est pas sans intérêt d'évoquer le problème de Chypre dans l'affrontement Est-Ouest en examinant si, dans la coalition qu'est l'OTAN, son chef, les Etats-Unis, a bien joué le rôle qui est imparti à tout leader d'une alliance.

Un mois après l'assassinat du Président Kennedy, l'administration Johnson s'est vue confrontée avec une crise qui opposait deux membres de l'alliance: la Turquie et la Grèce. Dans la balance des forces, on peut admettre que la Turquie pèse plus lourd que la Grèce aux yeux de l'Amérique, mais ce poids a été diminué par la réserve et la discipline de la Turquie, alors que la turbulence et l'émotivité de la Grèce, susceptibles des développements les plus inquiétants, ont augmenté le sien propre. Le résultat a été que chaque fois que les Turcs ont essayé de faire jouer le traité de garantie de 1959, en intervenant directement dans les affaires de Chypre, l'Amérique s'y est opposée. Les choses ont pris enfin la tournure que vous connaissez et un anti-américanisme prononcé est en train de se développer dans ce pays. Néanmoins, la Turquie reste évidemment très dépendante des Etats-Unis, car ceux-ci ont payé de retour la fidélité à l'alliance en donnant à ce pays une aide financière et des crédits massifs.

Or, quelles étaient la position de départ et les possibilités de résoudre le problème ?

En Méditerranée orientale régnait la Pax Americana. Celle-ci reposait sur un pilier solide: la Turquie qui ne devait pas être ébranlée par une République de Chypre partant à la dérive. Le rattachement à la Grèce aurait été une formule séduisante, car il aurait eu pour effet de soustraire l'île à l'irresponsabilité de Makarios et de la placer sous le Gouvernement relativement responsable de Monsieur Papandreou. Mais cette solution n'était imaginable que

moyennant contrepartie, garanties et dédommagements que ni la Grèce, ni Chypre ne sont disposées à accorder. Par conséquent, il fallait envisager un autre moyen.

Est-ce que dans ces conditions, l'Amérique n'aurait-elle pas été bien inspirée de se laisser surprendre par une action unilatérale de la part des Turcs qui, au mois de décembre, au moment des crimes perpétrés contre la communauté turque, aurait pu être menée sans rencontrer d'opposition ? Les Etats-Unis auraient alors arrêté les Turcs dès que leur riposte aurait cessé d'être "limited and fitting". A ce moment, grâce à sa position de force, la Turquie aurait pu obtenir les garanties assurant le respect de la minorité qui, actuellement, lui font défaut.

Mais, par son attitude, l'Amérique a laissé aller les choses et je crains fort que, avec la haine grandissante entre Grecs et Turcs, l'entrée en jeu de l'Union soviétique, l'intransigeance de Makarios et les sympathies dont il bénéficie dans le tiers-monde, elle ne récolte partout que les fruits de la colère.

#### AMBASSADEUR DOMINICE

Le problème de l'intégration politique de l'Europe se trouve en ce moment dans une "Sackgasse", comme le rappelle souvent la NZZ et comme Monsieur le Conseiller fédéral Schaffner nous l'a montré hier avec beaucoup de force et de talent. Mais nous savons aussi que cette intégration se fera un jour sous une forme ou sous une autre. Or, si ce bouleversement nous surprend alors que nous n'y sommes pas préparés, quelle situation sera la nôtre ?

Ou bien nous réussissons à rester ce que nous sommes et nous serons alors condamnés à devenir des étrangers sur notre propre continent, ou bien nous serons l'objet d'une pression tellement violente de la part des futurs directoires européens que nous serons contraints d'adhérer à l'organisation politique que se sera créée sans nous, à des conditions qui nous seront simplement dictées de Bruxelles, de Paris ou d'ailleurs. N'y aurait-il pas entre ces deux situations extrêmes une troisième solution qui consisterait à adopter à temps une attitude positive devant une éventuelle fédération politique de l'Europe ?

Certes, la forme de notre Etat, notre neutralité, notre démocratie directe nous séparent d'éventuels partenaires. Mais eux aussi sont bien différents les uns des autres et eux aussi, sans doute, lutteront comme nous-mêmes afin que l'essentiel de leurs particularités nationales soit respecté et maintenu dans le cadre de l'Europe de demain. Certes, entre une Europe future fédéralisée et la Suisse se trouve d'abord l'obstacle infranchissable de notre politique de neutralité, dont on ne sait pas encore après cent cinquante ans si nous l'avons vraiment désirée ou si elle nous a été imposée. Devrions-nous vraiment nous borner à nous accrocher à elle comme à un tabou, ou pourrions-nous un jour envisager de nous libérer de ce vêtement qui semble taillé pour une autre époque et qui risque un jour de nous empêcher de respirer ?

La Suisse, par rapport à ses principaux voisins, est un petit pays et son poids en face de la France et de l'Allemagne, par exemple, est faible. Mais combien plus faible encore serait son poids vis-à-vis d'une Europe déjà organisée ! Ne serait-il donc pas mieux pour nous de ne pas attendre d'être mis au pied du mur, et de prendre dès maintenant, alors qu'on en est encore au stade des tâtonnements, certaines initiatives en vue de faire entendre aussi la voix de la Suisse au moment où s'élaborera le statut politique de notre continent ?

La Suisse sans doute n'est pas une grande puissance économique, pas plus qu'une grande puissance militaire, mais elle est une grande puissance morale, car ce que son peuple a pu réaliser commande le respect de la grande majorité des Européens. Par ailleurs, notre pays comporte une grande quantité d'esprits éminents, d'écrivains, de juristes, d'experts, d'hommes d'Etat, dont la réputation a depuis longtemps franchi nos étroites frontières et qui seraient à même d'exercer une influence notable.

Combien il serait regrettable que notre expérience de plus de sept siècles de vie commune et de coexistence pacifique ne puisse en aucune manière être mise au service de notre continent !

- 40 -

Monsieur le Secrétaire général, le problème que je viens d'esquissier est infiniment vaste. Ces quelques mots avaient simplement pour but de le poser et je me bornerai aujourd'hui à vous prier, si vous l'estimez opportun, de bien vouloir mettre ces questions à l'ordre du jour de notre réunion de l'année prochaine.

AMBASSADEUR MICHELI

Je crois que M. Dominicé devance un peu les événements. Certes, les idées qu'il vient d'exprimer sont énoncées également par d'autres personnalités telles que M. Denis de Rougemont. Je crois toutefois vous avoir exposé tout à l'heure les raisons pour lesquelles nous ne pouvons pas nous ranger à ces idées.

AMBASSADEUR ZUTTER

J'aimerais évoquer deux souvenirs de ma carrière au Département politique.

Lorsque, il y a trente quatre ans, j'entrai dans cette noble maison, je fus affecté au service qui s'occupait de nos relations avec la Société des Nations. Quelques années plus tôt, la question de savoir si la participation de la Suisse à une organisation internationale de ce genre était compatible avec sa neutralité avait fait l'objet d'un grand débat à l'intérieur de nos frontières: il ne faut pas oublier, en effet, que nous allions entrer pour la première fois dans un concert mondial, ce qui paraissait une aventure incroyable à beaucoup de Suisses qui avaient l'esprit moins ouvert qu'on ne l'a maintenant.

Malgré ces craintes, l'expérience fut concluante. La Suisse put toujours faire valoir ses vues d'une façon très claire et raisonnable au point que les observations de Monsieur Jolles sur le rôle de notre pays à la Conférence mondiale du commerce pourraient s'appliquer, mutatis mutandis, à la situation de la Suisse au sein de la Société des Nations. Il est incontestable, par exemple, que la position spéciale que notre pays occupait dans cette organisation du fait de sa neutralité lui valait souvent d'être appelé pour résoudre des cas difficiles.

Plus tard, après la seconde guerre mondiale, le hasard a voulu que je sois affecté à la Division chargée des rapports avec l'Organisation des Nations Unies et les institutions qui en dépendaient. A cette époque, à la différence de 1919, c'était à l'étranger que la neutralité de la Suisse était fort discutée, car de nombreux Etats ne comprenaient pas pourquoi nous n'avions pas participé aux hostilités. Malgré cette atmosphère défavorable, nous avons réussi à entrer sans à coups dans presque toutes les organisations internationales (à l'exception de l'ONU) et nous y poursuivons tranquillement notre route.

Ces deux expériences m'amènent à penser que, quelle que soit la conception que nous ayons du développement du monde, il ne faut pas essayer de devancer les événements. Nous faisons partie du monde et nous participons à son processus de maturation que nous le voulions ou non. Dans l'intervalle, nous devons avant tout nous attacher à conserver les caractéristiques qui nous ont valu de pouvoir survivre dans des époques extrêmement dangereuses.

#### BOTSCHAFTER ZEHNDER

Ich möchte zwei Bemerkungen machen, eine sachlicher und eine weniger sachlicher Natur. Was die sachliche anbetrifft, da erzähle ich Ihnen nur ein Erlebnis in Washington. Als ich zum ersten Mal zu George Ball kam, um meinen Antrittsbesuch zu machen, griff er mich an und fragte mich, was das sei die schweizerische Aussenpolitik. Was macht die Schweiz in bezug auf den Gemeinsamen Markt, wieso ist sie noch nicht drin, Neutralität hin oder her? Die Schweiz liegt im Herzen Europas und sollte wegen ihrer föderalistischen Struktur und ihrer ausserordentlichen Erfahrung als Schrittmacher der künftigen Vereinigten Staaten von Europa fungieren. Ich habe den schweizerischen Standpunkt nach bestem Wissen und Gewissen vertreten. Aber es war damals mit George Ball überhaupt nicht zu sprechen. Er hatte seine fixe Idee über die Vereinigten Staaten von Europa, sein bester Freund Monnet wohnte in seinem Haus und in gewissen Formulierungen, die G. Ball mir gegenüber verwendete, hörte ich französische Formulierungen durch, die mir bekannt waren. Bevor

ich an die Ministerkonferenz gereist bin, hat mich G. Ball zu einem Lunch unter vier Augen gebeten. Wir sprachen über Europa. Ich sah eine gewisse Entwicklung in seinen Ansichten. Er fragte mich zum ersten Mal über die EFTA aus. Ich musste ihm berichten über die Realisationen in der EFTA und er versprach mir, sich einen Bericht kommen zu lassen, um sich Rechenschaft zu geben, ob man aus der EFTA etwas machen könnte, was ungefähr den früheren amerikanischen Ideen entspräche.

Das zweite, was ich bemerken muss, ist die Reise von Gouverneur Herter. Dieser hatte plötzlich das Bedürfnis, sämtliche EFTA-Staaten zu bereisen und in jeder Hauptstadt einen offiziellen Besuch abzustatten.

Ich erzähle diese kleinen Vorfälle nur deshalb, um Ihnen zu illustrieren, dass in USA eine gewisse Ernüchterung gegenüber den Bestrebungen der EWG eingetreten ist, und dass man nach einer Alternativlösung sucht.

Nun zum Unsachlichen. Die zehn Jahre, die ich im EPD verbrachte, werden charakterisiert durch eine grosse Reserve des Gesamtbundesrates in bezug auf jede Aktivierung der schweizerischen Aussenpolitik. Ich muss Ihnen sagen, dass ich darunter gelitten habe. Ich weiss aber auch, dass mein Chef, Herr Bundesrat Petitpierre, seinerzeit auch darunter gelitten hat, und wir standen oft vor der gleichen Frage, auf die Herr Bundesrat Schaffner gestern angespielt hat, dieses Wort von Franz Joseph: "Es muss etwas geschehen, aber es darf nichts passieren". Was mich in den Referaten so beeindruckt hat, ist, dass wir heute eine aktive Aussenpolitik betreiben. Diese aktive Aussenpolitik ist notwendigerweise im Falle der Schweiz an sachliche Fragen gebunden und das ist unser Glück. Ich glaube, wir brauchen diese aktive Aussenpolitik, die an Sachfragen gebunden ist, überhaupt nicht zu fürchten. Es kann uns gar nichts passieren, denn es gibt in unserer Arbeitsweise, in unserer Grundkonzeption etwas viel Stärkeres als das Mäntelchen der Neutralität, das wir gerne über alle möglichen Fragen gehängt haben, nur damit wir uns mit der Problematik nicht auseinandersetzen mussten. Es hat mich beeindruckt im Referat von Herrn Jolles, dass wir von einer kleinen unbekanntem

- 43 -

Delegation plötzlich fast zu einer führenden Stellung in einer internationalen Organisation gelangt sind. Das deckt sich übrigens auch mit dem, was mein Kollege Zutter sagte. In der Zeit des Völkerbundes standen wir oft auch vor sehr schwierigen Problemen, aber die Schweiz hat immer wieder den richtigen Weg gefunden, dank ihrer Sachlichkeit. Darum befürchte ich auch nicht den Beitritt der Schweiz zu den Vereinigten Nationen. Ein grosser Freund der Schweiz hat mir gesagt, es wäre ganz gut, im Sinne einer Übung, wenn die sieben Bundesräte sich überlegen würden, wie sie stimmen würden in den einzelnen Fällen, die heute in der UNO zur Abstimmung gelangen, denn eine "prise de position" ist im Leben unbedingt notwendig. Man kann in der modernen Welt nicht einfach erklären, die Probleme seien akademischer Natur. Ich glaube, es ist gesund, auch unsererseits Stellung zu nehmen und zu wissen, wie wir über internationale Probleme denken. Die Konsequenz aus meiner Stellungnahme wage ich noch nicht ganz zu ziehen, denn ich kenne die Schwierigkeiten, die sich dem entgegenstellen. Ich kann nur sagen, ich für meinen Teil würde für einen Beitritt der Schweiz zu den Vereinigten Nationen stimmen.

#### BOTSCHAFTER THALMANN

Ich möchte nur kurz anschliessen an die Erklärung von Herrn Zehnder, mit Bezug auf einen eventuellen Beitritt der Schweiz zur UNO. Ich bin aus der Erfahrung meiner Beobachtermission in New York zum Schluss gekommen, dass wir diesen Beitritt, heute wenigstens, und vielleicht noch auf die kommenden Jahre hinaus, nicht vollziehen sollten. Wir sind, wie ich mich gelegentlich ausgedrückt habe, ein Ehrennichtmitglied der UNO und haben dort eine Stellung, die uns erlaubt, unsere politischen Interessen vollständig zu wahren. Wenn wir heute die Aufnahme begehren würden, so wäre es unvermeidlich, dass sich die Delegationen die Frage stellen würden, was denn passiert sei. Nachdem wir 20 Jahre Nichtmitglied gewesen seien, bewürben wir uns nun auf einmal um die Mitgliedschaft. Das würde zwangsläufig als eine Aenderung unserer Politik, als eine Aenderung in der Interpretation unserer Neutralität ausgedeutet. Wir würden, glaube ich, uns damit nur Schwierigkeiten zuziehen, auf die wir sehr wohl verzichten können. - Im weiteren möchte ich gerne auf eine konkrete Frage ant-

worten, die Herr Keller aufgeworfen hat, nämlich die Umstände, die herrschen mit Bezug auf eine eventuelle Vermittlung der Schweiz im Zypernkonflikt.

Chronologisch hat sich die Sache so abgespielt, dass bei der Zuspitzung der Zypernkrise die Frage in aller Mund war, wer der Vermittler sein werde. Wie immer in diesen Fällen, denkt man auch an die Schweiz. Es war gewiss im Hinblick auf diese Möglichkeit der Wahl eines schweizerischen Vermittlers, dass der zypriotische Delegierte Rossides an mich gelangte und mich bat, ihm eine englische Uebersetzung der schweizerischen Bundesverfassung zu vermitteln, was mir nach einigen Schwierigkeiten dann auch gelungen ist. Wenige Tage später kam Rossides wieder zu mir und sagte mir: "Ja eben, diese Verfassung ist für uns unbrauchbar". Vor der entscheidenden Sitzung des Sicherheitsrates kam dann zuerst der französische Botschafter zu mir und sagte mir: "Das wäre nun doch wieder einmal ein Amt für die Schweiz". Ich habe ihm darauf geantwortet, dass ich das Gefühl hätte, dass auch der General an der Frage interessiert sei und er gab zur Antwort: "Oui, mais plus tard". Bald darauf kam der englische Botschafter zu mir und bat mich um die Angabe der Namen von Petitpierre und Rüegger. Mit diesem Vorschlag ist er dann zu U'Thant gegangen und hat ihm formell dieses Team vorgeschlagen. Dieser Vorschlag ist zweifellos weitergeleitet worden an Makarios. Dieser hat ihn abgelehnt und zwar, daran zweifle ich keinen Moment, gestützt auf ein Gutachten von Rossides, der eben befürchtete, dass eine schweizerische Vermittlung zwangsläufig zu einer föderalistischen oder föderativen Lösung führen würde.

#### AMBASSADEUR WURTH

Je voudrais vous donner quelques indications sur la situation des différentes communautés économiques européennes.

Comme je peux le voir aujourd'hui à Bruxelles, l'opposition politique entre la France et ses partenaires est fondamentale. Cette opposition pourtant ne se manifeste pas encore pour le moment sur le plan économique, aussi l'intégration économique se poursuit-elle. Certes, il y a des retards notables dans certains secteurs,



mais ils sont dûs beaucoup moins à des divergences de nature philosophique qu'à la complexité de la matière elle-même et aux divergences d'intérêts.

Dans cette situation, les organes communautaires se concentrent sur les aspects techniques des problèmes, en premier lieu parce qu'ils continuent à croire que c'est en construisant avec le maximum d'énergie dans le domaine de l'intégration économique que l'on pourra préparer les fondations de l'intégration politique. L'autre raison de cette attitude des organes communautaires est qu'ils ne peuvent pas sans danger s'avancer sur les domaines réservés de l'Elysée.

Une autre caractéristique de la vie communautaire est la fuite en avant dans les relations extérieures. Il y a à Bruxelles un défilé ininterrompu de représentants des pays éloignés qui sollicitent des arrangements et des accords de toute sorte et la Communauté s'efforce de pousser ces conversations et ces discussions; en fait, celles-ci aboutissent généralement à des résultats assez modestes et, dans les circonstances politiques actuelles, il ne peut guère en être autrement. Toutefois, ces discussions exercent une certaine pression sur la Communauté et peuvent l'amener à suivre et remplir les professions de foi libérale dont elle est si généreuse.

A ce stade, il importe pour nous de suivre de très près le développement des buts de la Communauté en tâchant de trouver avec elle, partout où c'est possible, des arrangements, même s'ils sont provisoires et partiels. Cette politique répond à deux buts:

Le premier consiste à diminuer dans toute la mesure du possible les désavantages économiques que nous subissons du fait de l'existence de la Communauté et le second à préparer pour l'avenir des arrangements plus larges que nous ne pouvons pas prévoir pour le moment, mais dont le travail que nous faisons actuellement peut former la base.

C'est un travail technique qui demande de la patience et de l'obstination, mais c'est aussi la seule politique que nous puissions suivre.

AMBASSADEUR MERMINOD

Il n'est pas sans intérêt, pour notre politique à l'égard du mouvement d'intégration européenne, d'étudier le comportement du Bénélux et des Pays-Bas en particulier et, cela, pour deux motifs. D'une part, la Belgique et la Hollande sont de petits Etats auxquels nous pouvons nous comparer et, d'autre part, il y a eu un moment dans l'histoire où les deux pays se sont trouvés dans la même situation que nous. Il ne faut pas oublier en effet que la Belgique était neutre à la veille de la première guerre mondiale et que les Pays-Bas l'étaient encore en 1940. Leur espoir de sauvegarder leur indépendance par la vertu de leur neutralité ayant été déçu, il s'est agi pour eux de trouver une autre formule leur permettant d'atteindre ce but primordial.

Il n'y a pas de doute en effet que si les Néerlandais se sont lancés à corps perdu dans l'intégration, c'est moins par enthousiasme que parce qu'ils étaient placés devant une froide réalité devant laquelle nous nous trouverions aussi si notre neutralité avait été violée. Comment comptaient-ils alors sauvegarder leur caractère propre dans ce grand tout ? Je crois qu'ils tablaient sur leurs relations particulières avec la Belgique (unis, les deux pays représentent presque l'un des trois grands Etats européens), sur leurs valeurs intrinsèques (homogénéité de la population, puissance économique des grandes entreprises néerlandaises) et, last but not least, sur l'équilibre que la Grande-Bretagne devait amener sur notre continent. C'est l'importance qu'attribuent des petits Etats comme les Pays-Bas à la présence de la Grande-Bretagne dans le concert européen qui explique notamment l'attitude de Monsieur Luns, lequel, après le discours du Général de Gaulle du 14 janvier 1963, a pris la tête de l'opposition à l'Europe des Patries.

AMBASSADEUR MICHELI

Nous abordons maintenant le sujet de nos relations avec les pays communistes.

AMBASSADEUR PARODI

En ce qui concerne nos relations politiques avec les pays communistes, je crois, d'après mes expériences à Prague, que nous pouvons continuer sur la voie que nous avons suivie jusqu'à présent et maintenir avec eux des rapports tout à fait normaux et corrects, sans prendre des initiatives spectaculaires.

Il y a toutefois un domaine où nous pouvons consentir à des améliorations. Vous savez que différents pays de l'Est, dans le but d'obtenir des devises, pratiquent une politique d'encouragement du tourisme: c'est ainsi que, comme première mesure, la procédure d'octroi des visas a été extrêmement simplifiée. Le résultat est que, en comparaison avec la pratique tchécoslovaque actuelle, c'est la Suisse qui a l'air, grâce aux complications de sa procédure, de vouloir établir un rideau de fer à l'Est. Nos postes n'ont aucune autonomie dans ce domaine, ils accordent des visas après trois semaines de consultation en Suisse, alors que les visas tchécoslovaques sont octroyés séance tenante, souvent même aux postes de frontière.

BOTSCHAFTER HANS KELLER

Das Thema Auseinandersetzung Peking-Moskau würde Stoff bieten für endlose Diskussionen. Ich habe eine zusammenfassende Darstellung dieses Themas vor einigen Tagen abgeliefert und die Leser unseres Wochenbulletins werden sie in den nächsten Tagen bekommen. Ich möchte heute nur ganz kurz eintreten auf das, was der Herr Vorsitzende soeben gesagt hat über China. Unsere Beziehungen mit China sind Beziehungen mit einem kommunistischen Staat. Wir sind in relativ guten Beziehungen, obschon eine Trübung durch die Tibetflüchtlinge eingetreten ist. Ich bin mit Ihnen der Meinung, dass diese Trübung nicht allzu ernst genommen werden soll. Die Chinesen wollen es nicht mit uns verderben. Das Interesse Chinas an der Schweiz, vor allem ihre Position in Bern und insbesondere in Genf, als Konferenzstadt, ist viel zu gross; das hat man schon lange herausgespürt und seit einiger Zeit hat man es mir auch gesagt. Seit einiger Zeit leite ich jede Unterhaltung über unsere Beziehungen

mit China mit einem Satz darüber ein, dass wir auf verschiedenen Seiten der ideologischen Welt wohnen. Das war nach chinesischer Auffassung wahrscheinlich ein Etikettfehler. Aber nach einigem leeren Schlucken haben die Chinesen es nicht nur eingesehen, sondern selber angefangen, es zu wiederholen. Am 1. August, als ich eine Rede halten musste und das erwähnte, wurde es sachlich wörtlich vom Partner übernommen und in der Zeitung publiziert, dass nämlich die Schweiz zwar ein kapitalistisches Land sei, man aber ganz gut mit ihr verkehren könne und eben dort zusammenarbeiten solle, wo es möglich sei. Ich glaube, das ist genau das, was wir wollen. Was die praktischen Fragen anbelangt, so findet eine gewisse Wiederaufbauarbeit auch von uns aus gesehen statt. Es ist sogar gelungen, eine mündliche Zusage der Chinesen zu erhalten, wonach sie nicht mehr russische Uhren importieren wollen, sondern schweizerische. Der Konflikt Peking-Moskau hat hier natürlich sehr viel geholfen. Man hat mir auch gesagt, das Publikum lehne neuerdings russische Uhren ab, und sie wissen nicht, wie sie die noch grossen Vorräte an russischen Uhren verkaufen sollen. Dass nicht nur billige und billigste Schweizer Uhren jetzt gekauft werden, das wissen wir auch. Die Chinesen kaufen sogar in Hong Kong - nicht direkt - teure Qualitätsuhren, wahrscheinlich nicht für sich selber, sondern um den vielen Afrikanern, die dort zu Besuch weilen und die verwöhnt werden müssen, Geschenke auszuteilen. Seit einigen Wochen sind wir sogar zum ersten Mal seit vielen Jahren wieder aktiv im Handelsverkehr mit China. Es hat sich sogar gezeigt, dass die alten schweizerischen Chinafirmen sich wieder einschalten können. Sieber-Hegner, seit über 100 Jahren im Chinamarkt tätig, kann wieder unter seiner Flagge Maschinen, die von anderen schweizerischen Firmen erzeugt werden, verkaufen.

#### BOTSCHAFTER TROENDLE

Ich sage nur zwei Worte zur Frage, ob man nicht angesichts der allgemeinen Entspannung unsere Politik den Oststaaten gegenüber lockern könnte. Ich möchte die Anregung von Herrn Parodi unterstützen, dass wir mit dem zeitraubenden und unsinnigen Visaverfahren einmal abfahren. Es hat tatsächlich keinen Sinn, dass jedes Jahr fünfunddreissig- oder vierzigtausend Ausländer über die Schweizergrenze kommen und von diesen fünf-, zehn- oder fünfzehntausend ein Visum haben müssen, während die anderen hereinlaufen. - Von einer

Kontrolle kann man gar nicht mehr sprechen. Dass wir nicht das Visum generell aufheben, ist eine Reziprozitätsfrage. Aber selbst dort, wo es uns vorgeschlagen wird, gewähren wir nicht einmal die Reziprozität, wie z.B. gegenüber Jugoslawien. Bleiben wir bei der Reziprozität und geben wir den Botschaften die Kompetenz, die Visa als pure Formalität mit einem Stempel zu erledigen. Damit könnten wir beim EPD und bei der Fremdenpolizei Personal einsparen. Wie kann schon die Fremdenpolizei überhaupt herausfinden, ob der "X" irgendwie etwas auf dem Kerbholz hat ? Sie kann es nicht.

#### HERR JANNER

Nur kurz zur Beruhigung von Herrn Troendle. Seine Bemerkung ist richtig. Wir sind nun endlich auf gutem Wege. Wir werden wahrscheinlich nächste Woche das grüne Licht haben von der Frepo, um wenigstens in Ungarn auf Stempel sur place überzugehen. Eine Visaaufhebung ist aus innenpolitischen Gründen heute noch nicht reif. Auch ein Abkommen wird in diesem Jahr sicher noch nicht aktuell. Was wir aber machen werden, ist, dass wir jetzt im Verhältnis zu Ungarn die Botschaft ermächtigen werden, bei Touristenvisa den Stempel einzutragen und dann die Formulare, solange es die Frepo noch will, nach Bern zu schicken. Die Erfahrung mit den Touristen aus Ungarn ist gut, und es gab nur einige wenige Absprünge. Wir hoffen auf Grund der Erfahrungen mit der vereinfachten Methode in Ungarn, nächstes Jahr in der Tschechoslowakei, in Polen usw. fortfahren zu können. Ich glaube, es ist eines der Tabus jetzt zum Weichen und zum Einsturz gekommen.

#### BOTSCHAFTER KOCH

Ich höre mit grösstem Vergnügen, dass man einen grossen Schritt weitergekommen ist in der Frage der Visa. Im übrigen kann ich mich den Worten von Herrn Parodi anschliessen, abgesehen davon, dass unsere Verhältnisse in Ungarn heute leichter sind. Wir haben ja auch die Frage der wirtschaftlichen Hilfe nicht, sondern wir haben einen normalen Austausch.

La séance est levée à 12.30 heures.

Vendredi, 4 septembre 1964

14.30 h -

AMBASSADEUR MICHELI

Nous poursuivons la discussion et nous abordons le sujet de nos relations avec le tiers-monde.

AMBASSADEUR PARODI

A l'Est, et à Prague en particulier, le problème de l'aide aux pays en voie de développement est envisagé sous l'angle de la lutte des classes, transposée sur le plan des nations. Il y a des nations riches et des nations pauvres et le rôle des pays communistes est d'exploiter la tension entre les deux groupes en faisant oeuvre de subversion sous le couvert de l'aide technique. Le problème est donc posé en des termes exclusivement politiques.

Aussi ai-je été quelque peu surpris d'entendre parler d'une aide de notre part, même limitée, à Cuba, et je me demande si nous n'allons pas trop loin dans l'application du principe de neutralité. En effet, Cuba est le pays du tiers-monde que les Etats communistes ont aidé le plus, dans des buts purement politiques, au point de désorganiser leur propre économie, comme il a été le cas pour la Tchécoslovaquie.

Il y a d'ailleurs un autre aspect du problème que je voudrais examiner et qui vaut également pour Cuba. C'est celui des Etats qui choisissent la voie dite du "socialisme" pour se sortir de leur condition de sous-développement.

Dans le processus, les intérêts suisses existant dans ces pays sont souvent maltraités et notre rôle est de les défendre dans toute la mesure du possible. Or, M. Lindt nous a dit que, même dans cette hypothèse, il envisageait une aide à certains groupes de la population. Il fait une distinction très nette entre le gouvernement socialiste de ces pays et la population que nous devons aider. La seule restriction consisterait à envisager avec une certaine réserve de nouveaux projets. Là-aussi, je pose la question: est-ce que nous

n'allons pas un peu trop loin ? Lorsque nous aidons certains groupes de la population dans les pays qui réalisent le "socialisme", généralement avec l'aide des Etats communistes, n'avons-nous pas l'air de soutenir quand même une certaine forme de gouvernement qui, de plus, a particulièrement maltraité les intérêts suisses ?

AMBASSADEUR TURRETTINI

J'aimerais contribuer à la discussion qui s'est engagée sur le projet d'aide technique à Cuba.

Bien que je comprenne parfaitement les motifs qui poussent notre Gouvernement à donner son aide aux pays sous-développés de l'Amérique latine sans tenir compte de la couleur de leur régime politique, je dois dire que, de mon poste d'observation à Caracas, je ressens de vives inquiétudes à l'égard de cette entreprise.

En effet, mon pays de résidence est l'objet, depuis des années, des visées de la subversion Castro-communiste et c'est avec énormément de peine que le Gouvernement de M. Betancourt a évité d'être renversé l'automne dernier. Dans ces conditions, il est compréhensible que M. Betancourt et son successeur, M. Leoni, aient adopté une attitude totalement négative à l'égard de Cuba. Après avoir obtenu, dans le cadre de l'organisation des Etats américains, la condamnation de Cuba pour ses actes de subversion, le Gouvernement vénézuélien va maintenant plus loin et menace des pays comme la France et l'Angleterre d'interrompre tout commerce avec eux, s'ils poursuivent leurs échanges avec Cuba.

Or, comme vous le savez, le volume de nos exportations au Vénézuéla s'élève à soixante millions de francs suisses environ par année et la question que je me pose est de savoir si notre projet d'aide technique à Cuba n'aurait pas pour effet de créer un climat défavorable à l'égard des futures relations commerciales entre le Vénézuéla et la Suisse.

AMBASSADEUR MAURICE

Le tiers-monde est composé presque essentiellement de pays en voie de développement dans des degrés d'ailleurs très divers.

Etudier les relations de la Suisse avec le tiers-monde revient donc à examiner la question de notre contribution à l'aide technique et culturelle en faveur de ces pays.

Si l'on remonte à leurs origines, les conceptions suisses en ce domaine ont subi en quelques années une évolution très sensible, mais, sur certains points, elles prêtent encore à discussion.

Au stade initial de notre action, les critères à la base de nos interventions étaient essentiellement subjectifs: nous réservions notre aide à des pays sous-développés pour lesquels nous éprouvions une sympathie toute particulière, soit à cause de la forme de leur régime, soit à cause de la personnalité de leurs dirigeants. Cette conception était valable à une époque où le nombre des pays sous-développés était encore limité. Or, ces dernières années, nous avons assisté à l'éclosion de nouveaux Etats en un nombre toujours plus croissant.

Dans ces conditions, nous devons aujourd'hui chercher à substituer aux critères qui prévalurent à l'origine une politique objective à caractère humanitaire qui tienne en même temps compte des intérêts suisses existant dans les pays du tiers-monde. Un certain réalisme politique devrait nous faire admettre que les besoins des populations sous-développées constituent un facteur qu'il faudrait dissocier de la forme des gouvernements qui les dirigent. On ne peut pas exiger que les nations modernes, jeunes, sans expérience, tel qu'il en est né un nombre assez considérable au cours des dix dernières années, créent des institutions qui soient exactement dans la ligne de ce que nous appelons en Suisse la "Démocratie". Je crois qu'il est illusoire de penser que des populations encore très primitives soient en mesure de se donner des régimes qui correspondent à ce que nous considérons chez nous comme des institutions démocratiques. Il y a même plus. Je crois que des populations primitives ont besoin pour démarrer dans leur existence d'Etats indépendants d'un pouvoir fort, d'un pouvoir politique qui prend la forme du pouvoir personnel. C'est une transition indispensable que nous devons admettre comme un fait politique inévitable.



Ma conclusion sur ce premier point est que nous ne devons par conséquent pas faire intervenir dans les critères qui dictent notre aide au tiers-monde le facteur que je viens de mentionner, c'est-à-dire la sympathie plus ou moins naturelle que nous éprouvons pour telle ou telle forme de régime qui prévaut actuellement dans les Etats sous-développés.

Le deuxième point constitue une réponse à la question très précise que M. Lindt a posée, à savoir: quelle doit être l'attitude de la Suisse à l'égard des pays en voie de développement dans lesquels les intérêts suisses sont menacés ou ont été menacés ?

Ma réponse est que nous ne devons pas dans de tels cas nous laisser entièrement influencer par des facteurs qui ont un caractère temporaire auxquels nous nous efforçons d'ailleurs de trouver des solutions harmonieuses. Nous devons en somme dissocier, d'une manière générale, notre contentieux dans ces pays de ce qui constitue la tradition humanitaire d'un pays comme la Suisse.

Je crois même pouvoir dire que, en accordant dès maintenant notre aide dans des cas comme ceux que je viens de mentionner, nous ne pourrions qu'améliorer un climat politique parfois tendu, alors qu'en refusant de contribuer d'une manière positive à l'octroi d'une aide, sous une forme ou sous une autre, nous risquerions de le détériorer. Ces considérations paraîtront peut-être en contradiction avec l'expérience que nous avons faite récemment en République Arabe Unie, où une certaine fermeté et une certaine intransigeance de la part de la Suisse ont eu raison de la mauvaise foi et du nationalisme xénophobe du Gouvernement égyptien. Je ne suis pas pour ma part convaincu qu'une contribution de notre pays sur le plan technique aurait eu pour conséquence de compromettre le résultat de ces négociations.

En ce qui concerne notre intervention dans des pays qui sont enclins à se laisser aller à des régimes socialistes, je crois que, pour en revenir à l'Egypte, le non-alignement, qui semble être la doctrine du Président Nasser, n'est pas en contradiction avec une collaboration simultanée avec les pays de l'Est et les pays occidentaux, chacun cherchant à faire valoir ce qu'il a de mieux à montrer

ou à offrir à ces indigènes. On a très souvent parlé de la possibilité de coexistence entre l'Est et l'Ouest. Je pense que peu à peu on y parviendra et qu'il ne faut pas douter de la possibilité d'une véritable collaboration entre les deux blocs dans ce problème immense que représente aujourd'hui l'aide aux pays sous-développés. En fait, seule probablement une collaboration assez étroite entre des systèmes sociaux différents permettra de le résoudre, car ni la Russie, ni l'Occident ne sont en mesure de supporter à eux seuls le poids du monde en voie de développement.

#### AMBASSADEUR STROEHLIN

Quelques remarques sur l'aide aux pays en voie de développement.

- 1) La plupart des voyages entrepris par les représentants des pays sous-développés dans les différentes capitales, en vue d'obtenir de l'argent ou de l'aide technique, ne sont souvent même pas préparés. Leur but, en effet, est de poser les mêmes demandes simultanément à plusieurs gouvernements, sans aucun souci des possibilités de réussite. Très souvent d'ailleurs, nos hôtes ne se rendent même pas compte des chiffres en jeu et ne font pas de différence entre un million de francs suisses et un million d'unités de leur monnaie nationale. Aussi, ne vois-je aucun inconvénient à leur répondre clairement par la négative, lorsque nous ne sommes pas intéressés par leurs propositions.

Il ne faut pas perdre de vue, d'autre part, que les dirigeants de ces pays ne font aucun effort pour connaître nos institutions et les possibilités de notre gouvernement: la Suisse leur apparaît comme un pays riche, doté de nombreuses banques et ils croient que le Conseil Fédéral est en mesure de disposer de l'argent qu'elles ont en dépôt, tout comme eux peuvent mettre la main sur les capitaux de leurs pays.

- 2) Quant aux Etats auprès desquels je suis accrédité, je crois pouvoir affirmer qu'ils ne sont prêts ni matériellement ni psychologiquement à recevoir de l'aide de notre part. Tout d'abord parce que

la France fait tout ce qui est nécessaire pour eux, de sorte que nous ne pouvons apporter qu'une aide très marginale et ensuite parce que leurs dirigeants n'ont pas encore appris à analyser la situation d'un pays en voie de développement et à déterminer ses besoins d'une manière scientifique.

- 3) Monsieur Lindt a mentionné les problèmes qui pourraient se poser lorsqu'un pays auquel nous apportons notre aide technique prend des mesures contre des intérêts suisses: c'est en effet une possibilité qui existe constamment, même en dehors des pays qui poursuivent une politique de nationalisation.

Je crois que la variété des situations dans laquelle se trouvent ces pays et la variété des formes par laquelle s'exprime notre aide technique ne permettent pas de dire d'une façon générale comment on devra agir. C'est de cas en cas qu'il faut juger si l'on doit continuer notre aide ou l'interrompre.

Mais je veux dire, dès maintenant, qu'il me serait extrêmement désagréable de devoir défendre les intérêts de nos compatriotes auprès d'un Gouvernement qui, après avoir pris des mesures à leur égard, continuerait à recevoir une assistance technique de notre part. Il faut se rendre compte en effet que dans la plupart de ces pays la générosité humanitaire et la charité ne sont généralement pas comprises, leurs habitants étant habitués à des méthodes assez brutales. Dans ces conditions, le fait qu'on ne soit pas capable de suspendre notre assistance technique à un pays, où les intérêts suisses ont été maltraités, serait certainement considéré comme une preuve de faiblesse de notre part avec les conséquences qu'on devine.

#### BOTSCHAFTER STADELHOFER

Um nicht falsche Vorstellungen von der Grössenordnung zu erwecken, möchte ich Herrn Zehnder darüber Auskunft geben, worin die Entwicklungshilfe an Kuba besteht: Es handelt sich um drei Stipendien; zwei Stipendien, um jungen Kubanern beizubringen, wie man

Schweizerkäse herstellt, in einer Lehre verbunden mit theoretischer Ausbildung von 1 - 2 Jahren, und ein Stipendium an einen künftigen Privatdozenten der Rechts- und Nationalökonomischen Fakultät der Universität Havanna. Die Türkei, Italien, Frankreich haben drei Käseerexperten nach Kuba gesandt, und dann hat die kubanische Regierung gesagt, man kann keinen Käse herstellen, wenn man nicht weiss, wie man Emmentaler und Gruyère macht. Sie haben zuerst um die Entsendung eines Käseerlehrers gebeten; nachher hat man dann als die bessere Lösung angesehen, zwei junge Kubaner für 1 1/2 Jahre nach der Schweiz zu senden, damit sie aus der verderblichen Milch in einem tropischen Land dauerhaften Käse machen können. Was das dritte Stipendium anbelangt, so handelt es sich zurzeit um den Sekretär des Vizedirektors der Universität Havanna, der später die akademische Laufbahn einschlägt. Er möchte in der Schweiz das Hochschulleben studieren, die Gemeindeordnung und das Steuerwesen. Das ist erfreulich. - Alle drei Stipendien sind eigentlich nur wenig und entsprechen der erzieherischen Tradition der Schweiz.

#### AMBASSADEUR MARCUARD

L'Algérie est un pays qui n'est pas encore communiste. Il cherche sa voie et applique, pour le moment, un socialisme mal défini. Les relations que nous entretenons depuis quelques années avec ce pays ont réussi à créer un excellent climat: dans l'ensemble, on tient à la coopération avec la Suisse, à une présence suisse en Algérie.

Or, le gouvernement algérien a pris des mesures de nationalisation qui visaient l'ancienne puissance coloniale, mais qui, subsidiairement, ont touché les intérêts suisses. Si, maintenant, nous adoptons une attitude rigide et nous arrêtons l'assistance technique, qui est le côté positif de notre activité en Algérie, nous suivons l'exemple de l'ancienne puissance coloniale et nous nous identifions à elle avec tous les désavantages que comporte une telle situation. Par contre, si nous poursuivons notre assistance, dans l'idée de maintenir un climat favorable, nous servirons beaucoup mieux à la longue la défense de nos intérêts, car nous ne pouvons pas songer à obtenir satisfaction en invoquant exclusivement le droit international. Dans

un pays comme l'Algérie, d'autres considérations jouent en effet un rôle tout aussi important.

D'ailleurs, dans un pays qui cherche sa voie, nous nous devons de rester présents et d'apporter notre contribution à son relèvement. Nous ne pouvons pas abandonner exclusivement cette tâche à la France et aux puissances occidentales.

En ce qui concerne le rôle respectif des organisations privées, d'une part, et des organismes d'Etat, d'autre part, en matière d'assistance technique, j'ai remarqué, sur la base des expériences faites par les Allemands en Algérie, que l'aide fournie par les entreprises privées fonctionne mieux et plus rapidement que celle accordée directement par les gouvernements et qu'elle a encore l'avantage d'obliger l'Etat qui la reçoit à freiner son attitude socialiste à l'égard des entreprises privées.

#### BOTSCHAFTER ZEHNDER

Nur eine ganz kurze Bemerkung: Ich wollte eine Handgranate werfen in Zusammenhang mit der Hilfe an Kuba, denn ich werde ja die Sache in Washington irgendwie auf den Buckel nehmen müssen, wenn sie bekannt wird. Aber ich habe meinen guten Freund Stadelhofer wieder einmal leicht unterschätzt. Er hat meine Handgranate im voraus entschärft.

Die Frage, die ich hier stellen wollte, war sehr sachlich. Ich habe Angst vor der Einführung des Prinzips des Gleichgewichts in unserer Aussenpolitik.

Ich glaube, wir sind gar nicht verpflichtet, wenn wir einem westlichen oder einem afrikanischen Land Hilfe gewähren, dann noch unbedingt einem kommunistischen Land Hilfe zu gewähren. Um das Prinzip der Neutralitätspolitik geht es hier nicht, es ist keine absolute Forderung. Es ist eher eine gewisse Tendenz, dieses Equilibre zu suchen, aber dieses Gleichgewicht ist gefährlich, denn man kann sich in ein Abenteuer engagieren.

Ich wollte nur eine warnende Stimme erheben, dass ja keine Verwechslung eintritt zwischen den Erfordernissen der Neutralitäts-

politik und dem sehr verständlichen Wunsche, ein gewisses Gleichgewicht aufrecht zu erhalten.

DR. LINDT

Die Tendenz der Diskussion geht dahin, dass unter den folgenden zwei Voraussetzungen die Schweiz ihre Hilfe eigentlich einstellen sollte.

Der erste Fall wäre gegeben, wenn ein Entwicklungsland gleichzeitig auch Hilfe aus dem Osten annimmt.

Ich glaube, dass in diesem Doppelspiel der Hilfe von zwei Welten dem Osten ein solcher Rückzug sehr gelegen käme. Das dadurch entstehende Vakuum würde dann sofort ausgenützt.

Man sollte ferner auch sehr vorsichtig alle Aspekte prüfen, bevor man ein Land als kommunistisch bezeichnet. Der Kampf um das tropische Afrika ist noch nicht entschieden und sollte mit aller Stärke weitergeführt werden. Es wäre falsch, die Waffen zu strecken mit der Erklärung, dass es ja doch keinen Sinn habe. Die technische Hilfe, wie sie die Schweiz gibt, hat bestimmt einen gewissen Wert, denn wir konzentrieren diese Hilfe weniger auf Ratschläge, die oft missachtet werden, sondern auf eine eigentliche Zusammenarbeit, indem Schweizer ein Projekt in die Hand nehmen und Leute aus dem Lande darauf vorbereiten, diese Aufgabe später selbst zu übernehmen. Eine solche Hilfe wird nicht eine Wirkung auf das ganze Land haben, sondern lediglich auf Glieder, welche jedoch wertvoll sind. Ich glaube, die Entwicklungshilfe ist nicht so einfach, wie man sich zuerst vorgestellt hat. Sie ist eher ein Mosaik, das nach und nach aus kleinen Steinen zusammengesetzt wird, und es kommt schliesslich darauf an, welche Farbe von Steinen überwiegt. Erst dann kann man das Bild richtig sehen.

Herr Parodi hat auf die Gefahr hingewiesen, dass ein kommunistisches Land oder auch eines, das zwar nicht kommunistisch ist, wie z.B. die VAR, aber für Selbstzwecke Subversion in anderen Gebieten betreibt, durch Entwicklungshilfe Gelder aus seiner Wirtschaft frei machen kann, um sie in die Kanäle der Subversion zu leiten. Die Antwort darauf ist eine etwas armselige, aber ich glaube trotzdem

eigentlich einleuchtende: Die Kleinheit unseres Landes und die Kleinheit unserer Hilfe. Wenn ich heute morgen gesagt hätte, worin die Hilfe an Kuba besteht, dann wäre sicher ein Teil der Diskussion unterblieben.

Ferner ist die Reaktion der Schweiz im Falle der Verletzung schweizerischer materieller Interessen erwähnt worden. Hier stehen sich zwei Auffassungen gegenüber.

Herr Maurice und Herr Marcuard sind der Auffassung, dass diese Hilfe nicht abgebrochen werden sollte, da sie für die Vertretung unserer Interessen nützlich sein könne.

Auf der andern Seite haben wir das Argument von Herrn Stroehlin, dass eine Weiterführung der Hilfe in solchen Fällen als Schwäche ausgelegt werden könnte. Ich bin mit Herrn Stroehlin einverstanden, dass wir in jedem Fall genau die Lage zu analysieren haben. Es wird auf die Psychologie der betreffenden Regierung ankommen, wie unser Entscheid ausfällt. Wir müssen dabei auch noch auf etwas anderes Rücksicht nehmen, nämlich auf die öffentliche Meinung in der Schweiz, da für die technische Hilfe periodisch vom Parlament Kredite verlangt werden müssen. Bis jetzt hat sich allerdings gezeigt, dass der grössere Teil der öffentlichen Meinung nicht den gänzlichen Abbruch der technischen Hilfe an Länder verlangt, in denen die schweizerischen Interessen bedroht sind, da man der Ansicht ist, dass auch der humanitäre Faktor zu berücksichtigen sei.

Die Frage von Herrn Zehnder: Das Gleichgewicht. Es wurde in Bern eigentlich nie erwogen, ein mathematisches Gleichgewicht zwischen Diktatur und Demokratie, zwischen linksstehender und rechtsstehender Diktatur, herzustellen; dies wäre auch ausserordentlich schwierig. Nein, wir versuchen nur eine Politik zu treiben, die wir unserem eigenen Gewissen und unserer eigenen nationalen Auffassung gegenüber vertreten können.

Und nun zum Schluss etwas, das auch angedeutet worden ist. Wir können sehr wenig tun, und wenn wir alles wieder in das Mass der Proportionen zurückstellen, dann werden unsere sehr mannigfaltigen Probleme in Wirklichkeit etwas bescheidener.

MINISTER JOLLES

In unseren Beziehungen zur "Dritten Welt" haben wir uns vor allem mit dem Problem der Entwicklungshilfe auseinandergesetzt. Einige der geäußerten Gedanken rufen vielleicht nach einem kurzen Kommentar unter dem Gesichtspunkt der handelspolitischen Zusammenarbeit mit den Entwicklungsländern.

Auch hier kann sich die Ost-West-Frage, die viele von Ihnen beschäftigt, stellen. Eine Tendenz zeichnet sich aber ab, die vielleicht die Auseinandersetzung in Zukunft in etwas andere Zusammenhänge bringen könnte, nämlich die Blockbildung der Entwicklungsländer. Die Bildung der Gruppe der 77 hat auch in Genf sehr deutlich zu einem neuen politischen Selbstbewusstsein dieser Länder geführt. Dieses Selbstbewusstsein findet seine positive Seite darin, dass diese Länder anfangen, sich auch gegenüber den kommunistischen Staaten sehr viel unabhängiger zu verhalten, so dass sich die Fronten zu verschieben beginnen. Ich glaube deshalb, dass dies ein zusätzlicher Grund ist, dass sich die Schweiz nicht irgendwie fürchten oder scheuen sollte, mit Ländern mit linksgerichteten Regierungen zusammenzuarbeiten. Ein linksgerichtetes Regime in einem Entwicklungsland bedeutet noch nicht eine Ausdehnung des aggressiven Kommunismus, wie wir ihn aus der Vergangenheit kennen. Wenn wir unsere unabhängige Haltung bewahren wollen, dann müssen wir uns hier hüten, allzu rasch Schlussfolgerungen zu ziehen.

Ferner veranlasst mich die Intervention von Herrn Stroehlin, noch ein Wort zu sagen in bezug auf einige Missverständnisse betreffend die handelspolitischen Möglichkeiten der Schweiz.

Handelspolitisch sind wir ein bedeutender Partner, Herr Bundesrat Schaffner hat gestern darauf hingewiesen, dass wir die zwölftgrösste Aussenhandelsnation der Welt sind. Wir haben also den Entwicklungsländern etwas zu bieten. Wir stehen nicht mit leeren Händen da, sondern unsere Importkapazität, die diesen Ländern zur Verfügung steht, hat einen sehr realen Wert. Die Missverständnisse, die es auf diesem Gebiet zu beseitigen gibt, sind die, dass wir eine



freie Marktwirtschaft haben, und dass wir nicht irgendwie unsere Importeure zwingen können, aus einem bestimmten Land oder aus einer bestimmten Region mehr zu importieren.

- Exposé du Ministre Grässli sur la politique du Département en matière de personnel.
- Exposé de Monsieur Frochaux sur l'état actuel de la "Beamtenordnung III".
- Lecture de l'exposé de Monsieur Scherler sur les examens d'admission et de fin de stage ainsi que sur la pratique suivie en matière d'instruction des stagiaires.
- Exposé du Lieutenant-Colonel Kern sur des problèmes de sécurité.
- Exposé de Monsieur le Ministre Burckhardt sur la question des recherches spatiales.

(Les textes de ces exposés se trouvent en annexe de la circulaire de la Division des Affaires administratives du 14 octobre 1964)

---

Clôture de la Conférence à 18.30 heures.